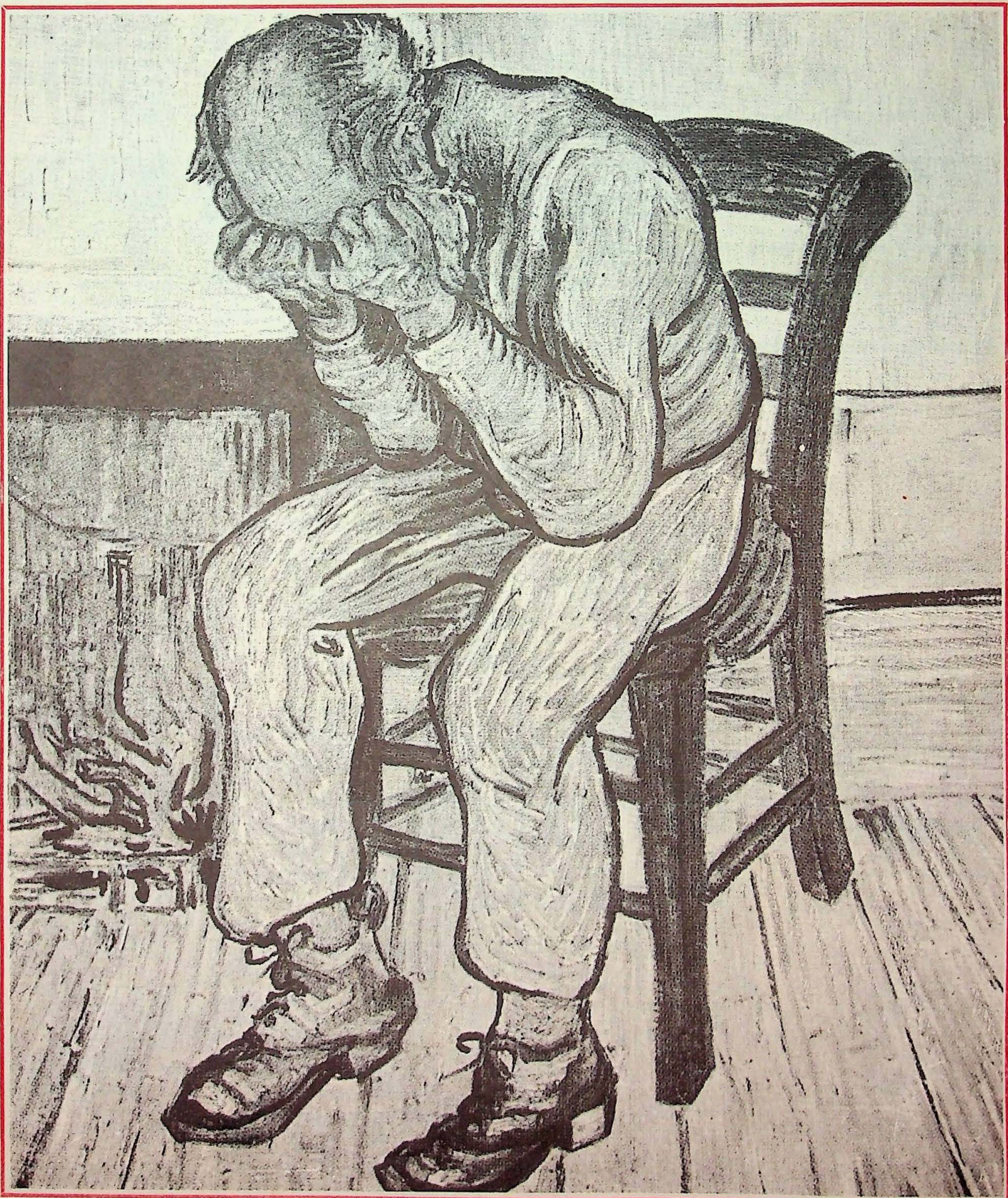


# tribune

## socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 539 — mercredi 24 mai 1972 — 2 F



les  
VIEUX  
et

la  
REVOLUTION



## sommaire

### 4. Points de repère sociaux

### 5. Points de repère vie quotidienne

### 6. La libération de la Bretagne d'hier à aujourd'hui

A travers l'histoire du mouvement breton, c'est sa lutte actuelle de libération qui s'éclaire.

### 7. Les ceux de la survie

### 8. Les vieux et la révolution

Un bilan accablant pour le pouvoir mais aussi une question posée à l'extrême-gauche : quelle espérance la révolution apporte-t-elle aux personnes âgées ?

### 10. Le mai malgache

Un mouvement étudiant qui réussit à déborder sur la classe ouvrière ; un vieux Président à la dérive ; ce mois de mai à Madagascar en rappelle un autre.

### 11. Beaucoup de bruit pour rien en Italie

Les enseignements des élections législatives.

### 12. Points de repère internationaux

### 14. Sur le front des luttes

### 16. Questions à la C.G.T.

Photo de couverture : Van Gogh, *vieil homme en peine*.  
Musée Kroller-Muller, Pays-Bas.

**tribune**  
socialiste  
PSU

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Secrétaire de la rédaction :  
Philippe Guyot

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction  
Administration :  
9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Polssonnrière, Paris

Le présent numéro est tiré  
à 28.000 exemplaires

## activités du parti

# LETTRE AU REDACTEUR EN CHEF DU MONDE

Copie de la lettre adressée le 19 mai 1972 au Rédacteur en chef du journal « le Monde ».

Monsieur le Rédacteur en chef,

L'article signé de Thierry Pfister et paru en page 10 dans votre numéro daté du 18 mai 1972 nous a vivement surpris par le nombre important de contre-vérités ou de demi-vérités qu'il comporte. Vu l'importance que vous avez donnée à ces « informations », nous ne doutons pas que vous souhaiterez parfaire de manière plus rigoureuse l'information de vos lecteurs en portant à leur connaissance les éléments suivants :

1. — Monsieur Gilles Martinet n'est plus membre du PSU depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1972, date à laquelle il n'a pas repris sa carte. Le fait qu'il adhère — seul — au Parti socialiste aujourd'hui est sans rapport aucun avec ce que vous voulez bien appeler « les difficultés du PSU ».

2. — Il n'existe pas de membre du PSU qui se trouve engagé dans un contrat d'association avec le CERES. Vous citez nommément à ce sujet M. François Borella, secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle, et des « animateurs » des fédérations des Côtes-du-Nord, du Nord-Finistère, de la Loire, du Loiret et de l'Isère. La notion d'animateur est floue à souhait. Il existe chez nous des secrétaires fédéraux, des membres des bureaux fédéraux, et des secrétaires de section. De plus, la fédération du Finistère reste unique pour l'ensemble du département. En leur nom à tous, nous opposons le démenti le plus formel à cette allégation. Tous sont déterminés à rester au PSU et à en respecter la discipline.

3. — Le document signé de camarades du courant marxiste-révolutionnaire (dit trotskyste) présente une caractéristique qui a échappé à votre rédacteur : il est exclusivement signé de membres de la fédération régionale de Paris, du PSU. Cette fédération est en difficulté depuis fort longtemps, cela est largement connu. Le seul élément significatif de cette déclaration est le fait qu'aucun membre ni qu'aucun responsable du PSU en dehors de Paris ne l'ait signé.

Cela ramène le « conflit » à ses justes proportions.

Les succès récemment remportés par le PSU, notamment par sa participation active aux luttes ouvrières les plus actuelles (Joint Français, Nouvelles Galeries à Thionville, préventorium de Brégilles, Zéland-Gazuit, etc.) et à l'occasion du référendum, vous confirment par ailleurs le renforcement de sa capacité d'intervention.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Rédacteur en Chef, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Une nouvelle collection

## objectifs

- analyse les injustices et les inégalités
- ouvre des voies pour changer la société

viennent de paraître :

DANIEL MOTHÉ

**Les O. S.**

PIERRE RANVAL

**Hiérarchie des salaires  
et lutte des classes**

JACQUES MALTERRE

**Crise des Monnaies**

Le dollar en procès

chaque volume : 96 p. 8 F

à paraître prochainement :

- L'Algérie sans la France : quatre dossiers clés
- Le droit foncier : la propriété contre le paysan
- La croissance en question
- Travailleurs intérimaires : chômeurs à temps partiel
- État et entreprises
- L'auto-gestion, socialisme de demain
- Vente d'armes à l'étranger

cerf

MICHEL ROCARD



# LE SENS DU PSU

GERARD FERAN

Nous gênons, semble-t-il, beaucoup de monde. Il y a ceux qui veulent nous voir disparaître afin de hâter le regroupement de la gauche non communiste. Il y a ceux qui désirent l'étouffement du PSU parce qu'il est, paraît-il, un frein à la construction du Parti révolutionnaire.

Curieuse importance en vérité que celle accordée à un parti qui n'est pour les uns que le dernier rempart de la social-démocratie et qui n'est, pour les autres, que le paravent du gauchisme. Mais il est vrai que nous sommes des empêcheurs de tourner en rond. Comme tout serait plus simple si nous avions, d'un côté, le Parti communiste et le Parti socialiste, de l'autre la Cause du peuple et la Ligue communiste. Moyennant les injures réciproques d'usage, la division du travail s'établirait à la satisfaction générale : PC et PS entreprendraient tranquillement de préparer, malgré leurs divergences, une alternative purement gouvernementale au pompidolisme. Forts de leur « réalisme » et de leur « efficacité », ils pourraient compter sur l'appui, le moment voulu, d'une majorité de travailleurs soucieux d'un changement rapide. Ils laisseraient dès lors, volontiers, à un mouvement révolutionnaire atomisé, livré à une contradiction trotskiste-maoïste sans avenir le rôle sympathique et gênereux de montrer les tares les plus évidentes du système, sans pour autant s'avérer capable de poser, et plus encore de résoudre, la question du pouvoir.

## Des garanties

Car la vraie question, elle, est là : Que voulons-nous : un mouvement révolutionnaire capable d'ouvrir la voie au socialisme ou l'éparpillement de groupes d'extrême-gauche voués à l'autojustification et au prophétisme ?

Si c'est la première voie que nous choisissons, il nous faut être clair : ni le mouvement maoïste, ni le mouvement trotskiste ne proposent actuellement des stratégies adaptées à la transformation révolutionnaire de pays capitalistes développés. Ce qui ne veut pas dire, bien au contraire, qu'ils ne sont pas porteurs d'une capacité militante et de projets politiques que l'ensemble des révolutionnaires doivent assumer pour aller de l'avant.

Mais cela ne suffit pas à nous doter ni d'une stratégie de prise du pouvoir qui nous garantisse contre les formes multiples d'une nouvelle dictature sur le prolétariat, ni d'une tactique qui tienne compte du poids considérable qui reste celui des forces réformistes dans la période actuelle.

Le mouvement maoïste, et particulièrement la Cause du peuple, ne le peut pas aujourd'hui pour deux raisons : son analyse des classes sociales le conduit à ne s'attacher qu'aux couches surexploitées et opprimées au sein du prolétariat. Il favorise ainsi les conditions d'apparition d'une révolte, mais il ne peut, sur cette base, constituer l'ensemble du prolétariat,

dans sa diversité, en force alternative à la bourgeoisie. Loin de résoudre « les contradictions au sein du peuple », le mouvement maoïste les laisse subsister parce que ne prenant pas la peine de les voir, il s'avère incapable d'offrir aux travailleurs les moyens de les surmonter. Il juxtapose ainsi une conception étroitement restrictive des forces sociales qui peuvent être motrices dans un processus révolutionnaire, à l'idée abstraite d'un peuple solidairement uni dans sa résistance contre les exploités. Par ailleurs, son analyse du Parti communiste, social-fasciste, le prive de tout moyen d'influencer en quoi que ce soit les travailleurs communistes et cégétistes.

Quant au mouvement trotskiste, particulièrement en ce qui concerne la Ligue communiste et Lutte ouvrière, il a incontestablement, non seulement progressé, mais modifié un certain nombre de ses perspectives à partir de l'expérience des luttes et des critiques politiques que d'autres organisations révolutionnaires, et notamment le PSU, lui ont souvent adressées. Nous n'entendons pas minimiser les apports de cette fraction importante du mouvement révolutionnaire. Nous

voulons même relancer un débat qui est resté, jusqu'ici, essentiellement polémique afin de contribuer à réaliser une unité d'action des organisations révolutionnaires qui a porté plus d'une fois ses fruits au cours de l'année.

Pour autant, aucune organisation du mouvement trotskyste ne s'avère capable de sortir de sa problématique purement organisationnelle. Le problème de l'heure, en effet, ce n'est pas seulement de dire que l'on veut construire le parti révolutionnaire. Depuis trois ans que l'extrême-gauche tient ce langage, elle n'a pas été capable de dire ni ce que ferait ce parti, ni en quoi il saurait rompre dans ses formes d'organisation, dans sa pratique, dans ses rapports avec les travailleurs, avec la coupure introduite par le mouvement communiste entre le combat social et le combat politique. Car il ne suffit pas qu'une avant-garde s'affirme révolutionnaire pour donner ainsi une garantie qu'elle ira au pouvoir non pour le garder mais pour le briser et instituer celui des travailleurs. Il faut surtout que dans sa façon même de mener la lutte de classes elle montre qu'elle est au service de l'auto-organisation de ceux qui luttent contre le capitalisme. Or,

si la Ligue avance, dans son manifeste, des propositions intéressantes quant à l'organisation des conseils ouvriers, au pluralisme des partis se réclamant du prolétariat, à l'autonomie du mouvement syndical, son comportement actuel est tendu essentiellement vers son propre renforcement organisationnel.

## Questions vitales

Si le PSU doit plus que jamais continuer à exister c'est parce qu'il ouvre au mouvement révolutionnaire une double perspective, qu'aucune autre de ses composantes ne propose aujourd'hui : celle d'une organisation politique qui tente de redéfinir une pratique et des formes d'organisation dont l'objet est de permettre aux travailleurs de surmonter eux-mêmes leurs propres contradictions : c'est le sens que nous donnons à la constitution d'une véritable **unité populaire** : celle d'une alliance de classe entre ouvriers, paysans, techniciens qui se réalise non pas comme pour le PCF par l'adjonction de revendications antimonopolistes mais par la remise en cause, dans les luttes mêmes de la division sociale du travail. Si nous voulons sérieusement opposer une alternative de classe à la bourgeoisie, il faudra bien accepter de prendre la totalité du prolétariat dans sa diversité et ses contradictions internes. Car, pour en faire une force politique, il ne suffit pas qu'un parti révolutionnaire parlant en son nom lui donne indirectement une unité qui n'est pas encore la sienne.

Mais le PSU sera aussi un parti qui se refusera à laisser le terrain libre au PC et au PS par rapport au problème du pouvoir. Ni la montée des luttes ni l'attente du parti révolutionnaire pour demain ne donnent aujourd'hui de perspectives concrètes aux travailleurs qui risquent alors, faute de mieux, de suivre le PC et le PS dans l'espoir d'un changement rapide. Participer à un accord commun de gouvernement, à refuser toute participation avec le PC et le PS n'aurait aucun sens pour nous : nous aurions ainsi les mains liées sans avoir la force suffisante pour briser le caractère réformiste d'une telle tentative. Mais nous devons, par contre, mettre en place les conditions d'un débat public sur le contenu de l'unité, sur l'élaboration du programme qui permettent aux travailleurs suivant aujourd'hui les organisations révolutionnaires, le PC et le PS, d'avoir enfin la possibilité de discuter eux-mêmes du contenu à donner au renversement du pouvoir. C'est pourquoi c'est aux révolutionnaires de proposer des comités d'unité populaire pour le socialisme sur la base des luttes menées et non, comme le fera le PC, pour entériner ses perspectives électorales. Pour toutes ces raisons, le PSU continuera à vivre. Non pour le plaisir de conserver un appareil mais parce que le mouvement révolutionnaire ne peut se dispenser de répondre aux questions qu'en son sein le PSU lui pose.



**EDOUARD  
DEPREUX**

**Souvenirs  
d'un  
militant**

**De la social-démocratie au socialisme,  
un demi-siècle de luttes.**

Edouard Depreux se moque de plaire ou de déplaire. Il ne veut qu'apporter sa contribution à l'histoire. Fidèle à l'idéal de ses vingt ans, il dit comment l'expérience de cinquante années de luttes l'a conduit à franchir le pas qui sépare la social-démocratie du socialisme.

**fayard** 



## Les deux appendices de J.J.S.S.

Les bouffonneries de Jean-Jacques Servan-Schreiber se poursuivent sans se ressembler. Dans son souci frénétique de faire parler de lui, le président du parti radical multiplie les déclarations contradictoires, coincé entre ses amis centristes et ses rêves d'alliance avec le PS.

Cette semaine, il a d'abord commencé par dépasser les bornes de l'odieux, en publiant dans « L'Express » une « lettre aux Américains », dans laquelle il ose comparer les tanks libérateurs de l'armée populaire vietnamienne aux panzers nazis de Guderian qui envahirent l'Europe dans les années quarante. Cette lettre « d'un homme de gauche qui n'a pas dévié depuis vingt ans » comme le dit lui-même J.-J. S.-S., a suscité au sein de son propre journal des protestations de l'ensemble de la rédaction... mais la solidarité du bureau du parti radi-

cal a joué. Ce parti radical avec qui le PS n'hésite pas à engager une négociation pour aboutir à une alliance électorale dès le premier tour des prochaines législatives.

La deuxième bouffonnerie, qui prouve que J.-J. S.-S. ne connaît pas les limites du ridicule, s'est déroulée précisément pendant les entretiens entre le PS et le parti radical. Figurez-vous que les deux formations ont des difficultés entre elles, parce que chacune a son appendice : le Parti communiste pour le PS, le centre démocrate pour le parti radical.

On attend avec intérêt la réaction des deux appendices en question. En attendant le moment inévitable où J.-J. S.-S. va se casser son appendice nasal devant ses électeurs de Nancy, qui apprécient de moins en moins les pitreries du Kenedillon français.

## A la Préfecture

Il n'existe pas de comité d'hygiène et sécurité à la Préfecture de Paris. Cette administration fonctionne avec 30.000 personnes. Comme tout service public, elle se doit de faire appliquer aux particuliers les mesures d'hygiène et de sécurité.

Mais la première Préfecture de France est au-dessus des lois, comme cela se passe dans toute la fonction publique. La législation du travail n'est pas appliquée pour les travailleurs de l'Etat. « L'honneur de servir », comme dit M. Pompidou, vaut bien quelques mesures de sécurité et d'hygiène. Cette situation, entraîne pour certaines catégories de personnel de la Préfecture de Paris des conditions de travail difficiles et même malsaines.

Voici un exemple :

Dans un centre d'examens complémentaires de la Préfecture, rue de la Jonquière, Paris 17<sup>e</sup>, en section de bactériologie, 12 personnes ont contracté la tuberculose et cela sur une période de 10 ans. Les pouvoirs publics ne reconnaissent pas cela comme maladie contractée en service.

Il faut dire que cet établissement est spécialisé particulièrement dans les tests de résistance au bacille tuberculeux (manipulation combien dangereuse). Il n'y a pas de matériel adapté pour ce travail.

Pour les agents non titulaires, et ils sont nombreux, c'est purement le rejet par l'administration.

Devant les carences de l'administration le personnel s'est mis en colère, ce qui a obligé le Préfet de Paris à faire faire une enquête par un responsable du ministère de la Santé publique.

Le 3 février les représentants du personnel, lors d'une table ronde avec l'administration, étaient informés des décisions prises suite à l'enquête : Installation de matériel adapté aux travaux, modernisation de certains locaux, etc. et cela serait terminé dans les 4 mois qui suivaient la table ronde. Nous arrivons à plus de 3 mois de ces promesses, et rien n'est entrepris ; tout au contraire, on assiste à des manœuvres de certains responsables pour repousser les promesses faites. La Préfecture de Paris, représentante du gouvernement, agit en bon patron de combat.

Aussi, devant cette situation, le personnel devra imposer les conditions de travail qu'il voudra pratiquer.

## Les vendeuses de Thionville n'acceptent plus...

A Thionville comme dans toute la Lorraine, les jeunes qui sortent des CET n'ont pas d'embauche. Et il n'y a quasiment aucun travail pour les femmes. Quelques emplois dans les magasins, ou bien des ménages chez les cadres... Ceci permet des salaires de misère : 710 F par mois aux Nouvelles Galeries de Thionville.

Le 17 avril, quatre-vingts sur les cent vingt membres du personnel du dépôt de Richemont se mettent en grève et bloquent le dépôt. Ils sont suivis, deux jours après par quatre-vingts vendeuses de Thionville qui bloquent la vente du magasin. A part les cadres et démonstratrices (payés par leur marque), quatre-vingts vendeuses ne suivent pas le mouvement : ce sont soit des auxiliaires, soit des filles qui, telle celle qui disait à la

radio, vendredi matin : « 710 F, a suffit pour une femme, c'est son argent de poche », n'ont pas une claire conscience de leur statut de travailleuse à part entière.

Mais les conditions de travail sont très dures ; ce que les grévistes veulent :

- 200 F d'augmentation pour tous.
  - Salaire minimum de 1.000 F.
  - Une prime de transport.
  - Une prime de vacances de 300 F.
  - La révision complète du règlement intérieur.
  - La création d'une infirmerie.
- Elles font appel à la CFDT pour soutenir leur mouvement.

Dès le début, la direction et la préfecture s'allient contre les grévistes

et la population appelée par le comité de soutien. A plusieurs reprises, les CRS chargent les piquets de grève et la foule (lacrymogènes, matraques, mousquetons...).

Un cadre fonce avec sa voiture et blesse gravement deux grévistes. Le permanent CFDT, favorable à une extension du conflit et au soutien de la population, est remplacé par un autre qui négocie, au bout d'un mois de grève, une trêve de 36 heures, pour obtenir quoi ? 5 F d'augmentation par mois ! Aussitôt, les grévistes occupent le magasin : « Nous resterons jusqu'à la victoire totale. » Le lendemain matin vendredi, le permanent les fait évacuer avant que les grévistes qui devaient prendre le relai n'arrivent.

Bien que le mouvement ne soit pas

terminé, on peut d'ores et déjà relever les faits qui n'ont pas permis au personnel d'organiser réellement sa lutte. Pour l'ensemble des filles, c'est leur première grève ; elles sont très révoltées et combattives, mais rien n'a été fait pour leur permettre d'exprimer elles-mêmes les idées qu'elles ont sur la façon de mener la grève.

Elles finissent par renoncer à essayer d'imposer leur point de vue contre celui du permanent avec ses « vingt-cinq années d'expériences ». De même, la liaison avec le comité de soutien (PSU, lycéens, militants maoïstes, etc.) et la solidarité de la population ont été systématiquement négligées par les deux permanents CFDT. Beaucoup de grévistes en sont réduites à murmurer : « Si c'est pour sortir comme ça, ce n'était pas la peine d'occuper ! »

Ceci pose tout le problème des travailleuses et de la non combativité dans laquelle on les maintient.

Si une femme de cadre peut rester chez elle ou travailler pour un salaire d'appoint (mais elle ne se crèvera sûrement pas pour 710 F), cette notion de salaire d'appoint n'est qu'une mystification pour les travailleuses : Dans les faits, elles sont travailleuses : à part entière (ont-elles un rendement et des cadences d'appoint ?) ; mais, depuis l'enfance, on leur fait croire que la seule chose qui compte c'est leur « intérieur » (ménage, cuisine, enfants...).

Quelle vendeuse qui reste huit heures sans avoir le droit de s'asseoir (alors que la loi oblige à mettre des sièges) sera douce et détendue le soir pour faire toutes les tâches ménagères ?

La réalité c'est que travailleurs et travailleuses :

- Ont le même droit au travail.
- Ont les mêmes besoins de changer les conditions de travail.
- Et ont les mêmes besoins d'équipement collectif.

Madeleine EST. ■

Geneviève LENTAIGNE. ■

## Vacances dans les Pyrénées

MAISON FAMILIALE DU C.P.E. A LICQ-ATHEREY (PYRENEES-ATLANTIQUES)

Tranquillité exceptionnelle - Au pied des Pyrénées (60 km de Pau) - Excursions, promenades, pêche, pelote basque.

Chambres et dortoirs - Eau chaude, douches, etc. - Cuisine équipée, nourriture à la charge de chacun - Vie en commun, **gestion collective**, veillées, etc. - Accueille 20 personnes environ.

**VOITURE OU VEHICULE INDISPENSABLE**

Participation aux frais : 5 F par jour, adulte ; 2,50 F pour enfant jusqu'à dix ans. Conditions aux groupes.

Toute réservation, correspondance, écrire d'urgence à : Mme LAGNEAU, 2, résidence Parc de Gravelle, SAINT-JEAN, 64-ANGLET.



# Les surprises de Monsieur le Comte

Clocher en Sologne, 400 habitants. M. le Comte possède, en plus d'un superbe château, 500 hectares de terrain, champs et bois, en plein cœur du pays. Il est maire depuis les dernières élections où il a remplacé un cultivateur après une campagne électorale sur le thème : « il est inadmissible que le châtelain ne soit pas maire ».

Or voici un mois, M. le Comte décide de mettre en vente les chemins communaux ; ces chemins couvrent environ 20 km dans les sous-bois, serpentant entre les grandes propriétés. Ils sont le dernier vestige de la propriété collective du sol villageois, autrefois beaucoup plus étendue. Aujourd'hui, ils servent comme circuit de promenade à pied, et leur utilisation touristique pourrait être grandement développée. Comme neuf maires de Sologne sur dix, M. le Comte veut les vendre, car il redoute plus que tout le tourisme populaire qui, des chemins, pourrait bien un jour déborder sur les grandes propriétés de forêts et de chasse.

A l'abri derrière ses clôtures, toute une caste l'encourage et le pousse. M. le Comte fait donc voter à l'esbrouffe la décision de vente par son conseil municipal, et l'enquête d'utilité publique s'ouvre, pour les dix jours réglementaires.

C'est alors que quelques paysans, dirigés par un Jacquou local, décident de réagir, appuyés par le « Comité d'Action Sologne » dont le président, notre camarade Groeninck, maire de La Ferté-Saint-Aubin, vient le premier signer le cahier d'enquête où il notifie son opposition. A la suite, 20 cultivateurs de la commune signent à leur tour.

Furieux de cette opposition qui a osé dépasser les limites du bavardage de café, le Maire convoque le Conseil municipal, car après l'enquête, un nouveau vote est nécessaire. Surprise : tout le village est là, tassé dans le fond de la salle ! Ça se gâte, il va falloir discuter de l'affaire devant les intéressés, situation d'autant plus gênante que le bruit commence à courir qu'il y a déjà un acheteur pour les chemins communaux, lequel n'est autre...

que le maire lui-même ! Aussi M. le Comte propose-t-il qu'on débâte la question en conseil secret : « Que ceux qui sont pour la délibération secrète se lèvent ! » M. le Maire se lève : tous les conseillers restent assis. Ça se gâte de plus en plus.

On en arrive au vote. Qui est pour la vente, malgré le résultat négatif de l'enquête 5 voix pour, 6 contre. Parmi les 5 voix pour, il y a 2 fermiers de M. le Comte, et le père de son garde-chasse. Pâle comme un mort, M. le Maire lève la séance. De mémoire de Solognot, personne n'avait osé s'opposer publiquement aux volontés du châtelain de Clocher-en-Sologne.

Mais ce n'est pas fini. Deux jours après, le Jacquou en question, qui avait 2 hectares en fermage de M. le Comte, reçoit un avis de licenciement. Le bail était oral, évidemment, comme presque toujours en Sologne pour les fermiers et les ouvriers. Je t'engage, à telles conditions, et tope-là. Deux hectares de pommiers et de vigne, ce n'est pas rien ! La nouvelle fait le tour du village, cependant que le fermier alerte le Comité d'Action Sologne et le syndicat des fermiers-métayers. Est-ce l'épreuve de force ? Non, car voyant la mobilisation s'opérer rapidement, M. le Comte prend peur, et il envoie sa femme chez le fermier lui demander de reprendre le contrat et d'étouffer la chose. « Pour le contrat, je veux bien », répond Jacquou, « mais on change les conditions et on fait un bail écrit de 9 ans ; et puis tous vos fermiers qui désirent en profiter le pourront ». D'accord. Tout est réglé, pour le moment ; et on peut donc arroser au cabernet la double défaite de M. le Comte.

Cette petite histoire n'est pas un conte pour enfants sages ; elle est rigoureusement authentique. Elle apprendra à ceux des lecteurs de T.S. qui l'ignorent la terrible situation de dépendance et d'exploitation dans laquelle se trouvent encore quantité de petits fermiers et d'ouvriers agricoles en France. Le statut du fermage, qui ne constitue qu'une médiocre pro-

tection, est lui-même tourné de cent façons. Quand le propriétaire vend sa terre, le fermier perd son emploi. On a vu dernièrement, dans une commune du Val de Loire, tous les cultivateurs se mettre d'accord pour laisser le fermier acheter son exploitation mise en vente sans enchérir sur son offre ; mais ils n'ont pu empêcher un « parisien » d'intervenir et d'enlever l'affaire à 3 millions l'hectare !

Cette petite histoire montre aussi que quelque chose est en train de bouger en Sologne, comme dans le Larzac, comme dans le Briançonnais et tant d'autres coins, là où les paysans entament la lutte et sont aidés de l'extérieur. Petite victoire aujourd'hui, qui en annonce d'autres pour demain, avec en perspective une lutte généralisée des paysans solognots contre la grande propriété des féodaux, des sociétés capitalistes et des colonisateurs de tout poil.

Simon Guépin ■

## Un an de lutte chez Lip

Des travailleurs de Lip, entreprise d'horlogerie à Besançon, viennent de publier une brochure écrite en collaboration avec d'autres militants de la fédération PSU du Doubs. Ils y présentent le bilan politique d'un an de lutte au cours des années 1970-1971.

Lip, c'est une entreprise de 1.520 personnes comprenant 421 OS et 293 OP. La perpétuation de la domination paternaliste de Fred Lip camoufle le fait qu'il a dû laisser le contrôle de « sa maison » à une société suisse qui devrait posséder la majorité du capital. Face à ces adversaires, les travailleurs sont organisés dans la CGT et la CFDT, celle-ci étant la section syndicale la plus active. Le PC a deux ou trois militants ; au cours de la période

décrite, le groupe PSU cristallise autour de lui la majorité des militants les plus avancés, environ une vingtaine.

Ce bilan analyse très précisément comment se sont articulées les différentes périodes : celle d'une montée de lutte en décembre 69-février 70, arrachant des succès partiels, débouchant cinq mois plus tard, en juin 1970, sur une grève avec occupation se terminant par un succès. Puis, celle d'une période d'accumulation des forces entre août et décembre 1970, marquée par des échecs relatifs débouchant toutefois sur une riposte patronale et une seconde offensive généralisée des travailleurs se développant contre des menaces de licenciement.

Au cours de ces différentes périodes, les camarades de Lip montrent comment la lutte a progressé politiquement.

Cette progression a été rendue possible par la nature de l'intervention développée par les militants révolutionnaires appartenant principalement, dans l'exemple décrit, au PSU.

Les camarades de Lip insistent sur le caractère primordial du travail politique, ils montrent aussi comment une part de ce travail doit se faire dans les syndicats. L'écho qu'ont rencontré les propositions des militants PSU dans la section CFDT est indiqué avec précision. Dans la brochure, le rôle des assemblées générales est également souligné.

Au début de la lutte, le PCF mit en garde contre toute provocation gauchiste. Cette classique prise de position n'empêcha pas la progression du mouvement, compte tenu du rapport de forces largement en défaveur du PCF au sein de l'entreprise. De fait, il fut absent des batailles décisives pour réapparaître à la veille des élections municipales.

Tout au long de la période décrite dans la brochure, ce furent des militants en rupture avec le réformisme qui conservèrent l'initiative. C'est pourquoi cette expérience est très riche d'enseignements. Les camarades de Lip n'ont pas, à cet égard, dressé un glorieux bilan d'autosatisfaction : c'est en toute lucidité qu'ils analysent chaque étape de la lutte, les difficultés qu'ils ont rencontrées, les conséquences de leur intervention sur les travailleurs. En ce sens, la brochure « Un an de lutte chez Lip » constitue un exemple rare d'un bilan réellement politique d'une activité de masse menée par des militants PSU.

J.-C. Vaillant.

« Un an de lutte chez Lip ». Prix : 2 francs. En vente à TS.

● 10 F par militant pour « T.S. ».  
 ● 1 abonné nouveau par militant.  
 ● 1 point de vente militant par section.  
 Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65  
 avec mention « souscription T.S. »

## 25<sup>e</sup> anniversaire de la conférence syndicale des familles

De nombreux militants du PSU sont également engagés dans les associations familiales, réels mouvements de masse sur le cadre de vie. Mieux connaître la réalité de ces organisations est une nécessité. Le Bureau National du PSU avait envoyé un représentant au Congrès du 25<sup>e</sup> anniversaire de la CSF à Bourg-en-Bresse.

Dans la résolution générale, plusieurs passages renouvellent l'attachement de la CSF au courant socialiste.

« ... Le Congrès, analysant les éléments nouveaux intervenant dans les situations concrètes des familles de travailleurs, a confirmé ses objectifs de lutte dans leur finalité : l'instauration d'une société socialiste. »

Les prises de positions renouvelées de la CSF l'ont amenée à engager des campagnes d'action sur :

- l'Ecole, concernant l'échec scolaire, ses causes, ses conséquences,
- la consommation, par des actions de masse allant jusqu'à la suspension des achats pour aboutir à la réglementation du démarchage à domicile,
- le logement,
- action contre la hausse des loyers HLM et l'augmentation de la cote mobilière,
- contre l'insuffisance et l'absence de logements offerts aux travailleurs immigrés et à leur famille,
- le travail des femmes chef de famille,

• action pour l'abrogation des 200 heures par trimestre, obligatoires pour la considération des charges familiales,

• pour le droit aux prestations de chômage.

« En formulant ces prises de position, en analysant les actions engagées, le Congrès a manifesté sa volonté d'ouverture à tous les courants de pensée se réclamant du socialisme et aux alliés tels qu'ils se révèlent dans nos villes et nos communes. »

Le Congrès de la CSF a voulu manifester son soutien à tous les travailleurs en lutte et, pour cela, a pris l'initiative de recueillir parmi ses congressistes une collecte de solidarité en faveur des familles des travailleurs du Joint Français.

## Le métro à Lyon ?

La fédération du Rhône vient de publier une plaquette de 8 pages « Les transports à Lyon, ça va mal ».

Ce travail doit intéresser tous les militants qui travaillent dans ce secteur.

Destiné à appuyer la lutte contre le « métro-vermicelle » que propose Louis Pradel, maire de Lyon, la plaquette démonte toute la mystification que comporte ce projet.

On fait semblant de donner la priorité aux transports en commun, mais cette ligne de métro ne fera que relier la gare centrale de Perrache au nouveau centre des affaires de la Part-Dieu.

Réalisation de prestige, qui ne dessert pas les quartiers où habitent les travailleurs, le métro de Lyon sera pourtant financé par tous.

Ce n'est pas la priorité aux transports en commun, c'est la priorité aux affaires.

Pour les travailleurs, l'exploitation capitaliste continue en dehors de l'entreprise !

### LE ROLE DU P.S.U. LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire ..... F 4,00  
 par 10 exemplaires ..... F 3,50  
 par 50 exemplaires ..... F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :  
**TRIBUNE SOCIALISTE**

9, rue Borromée - Paris (15<sup>e</sup>)  
 C.C.P. 58-26-65 Paris



# LA LIBERATION DE LA BRETAGNE D'HIER A AUJOURD'HUI

ALAIN GUILLERM

Le dossier que T.S. publie aujourd'hui sur la Bretagne n'est pas commun. Il fait l'histoire de la colonisation de ce pays par la France. En replaçant les luttes actuelles des mouvements autonomistes bretons dans leur contexte historique, il doit permettre de mieux les faire comprendre.

Du 8<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> siècle, le peuple breton constituait une société politique vigoureuse comportant des centres de civilisation qui rayonnaient sur toute l'Europe Occidentale. En outre, pendant ces huit siècles, il possédait un Etat (la monarchie ducale) entièrement indépendant et rapidement centralisé à Nantes.

Cet Etat ne fut pas détruit par des causes internes de désagrégation (la Bretagne était de loin beaucoup plus homogène que la France) mais par l'avènement de l'unité française sous Louis XI qui mit la main sur l'Artois, la Lorraine, la Bourgogne et la Provence.

## Indépendance et annexion forcée

Dès lors la France va se retourner contre le seul peuple indépendant qui existe à l'ouest du Royaume. Les Bretons furent vaincus à St-Aubin-du-Cormier (à 20 km de Rennes) en 1488 ; leur dernier duc en mourut - de chagrin - laissant sa fille Anne poursuivre la guerre ou plutôt « la guérilla » puisqu'il n'y avait plus d'armée. Au bout de trois ans de pacification, les Français contrôlaient le pays et bloquèrent Anne dans Rennes où ils la marièrent de force avec leur roi. Néanmoins, ni du vivant d'Anne de Bretagne, ni du vivant de sa fille Claude (elle aussi mariée de force avec François 1<sup>er</sup>), la Bretagne ne fut annexée. François 1<sup>er</sup> dut attendre 1532 pour faire signer aux Etats de Bretagne, le Traité d'Union qu'il ratifia lui-même par l'Edit de Plessis-Macé (près d'Angers). La Bretagne, écrasée militairement en 1488, avait résisté par la « guérilla armée » puis politique pendant quarante-quatre années avant de perdre son indépendance. Par le Traité d'Union, d'un Etat indépendant et souverain, la Bretagne devenait un Etat autonome. Elle n'était pas purement et simplement annexée comme le furent d'autres provinces. Le Traité d'Union accordait à la Bretagne trois clauses essentielles :

— Un pouvoir législatif et judiciaire indépendant (Etats et Parlement), l'exécutif et les affaires étrangères revenant à la France.

— Une indépendance fiscale (nul impôt ne pouvait être imposé s'il n'était ratifié par les Etats : avant 1789 le peuple breton payait trois fois moins d'impôts qu'en France ; la « gabelle » n'existait pas). Enfin, le plus important, le Traité interdisait au roi de lever des troupes pour les



photo Berson

faire servir hors de Bretagne sans l'autorisation des Etats. Les Bretons ne pouvaient donc servir de chair à canon pour « l'impérialisme » français, comme ce fut le cas par la suite dans l'Histoire de France (400.000 morts en 1914). Si nous rappelons les clauses du Traité d'Union, c'est que beaucoup de mouvements récents le revendiquent. Le compromis entre l'indépendance et l'annexion allait être détruit par la force en deux temps ! Par Louis XIV, le premier roi bourgeois d'abord ; par la Révolution bourgeoise de 1789 ensuite.

## Bonnets rouges et chouans

Louis XIV allait supprimer la deuxième clause du Traité en imposant des taxes sans passer par les Etats. La Constituante de 89 supprime les deux autres clauses en éliminant les Etats de Bretagne (remplacés par cinq assemblées départementales) et en ordonnant la « levée en masse » pour défendre les frontières de l'Est. Ces mesu-

res vécues comme parjure allaient se heurter à deux puissants mouvements de révolte populaire dans les campagnes : les Bonnets Rouges et les Chouans.

## Les bonnets rouges

Louis XIV impose contre la volonté du Parlement et des Etats, un droit de timbre sur tout acte officiel (papier timbré) et une taxe sur la vaisselle d'étain, toutes choses à l'époque exorbitantes pour la paysannerie et le petit peuple des villes. On parle même de rétablir la gabelle. L'émeute urbaine gronde à Nantes, Saint-Malo, Rennes où le « bas peuple » tient la ville quelques heures, mais est dispersé par la milice bourgeoise bretonne avant même l'arrivée des Dragons français. Ceux-ci grâce à la docilité de la bourgeoisie « nationale » marchent sur les campagnes. C'est alors qu'éclate « la première révolution communiste agraire en France ». Près de Pont-l'Abbé, les paysans assemblés établissent un « code paysan » en quatorze articles qui contient outre la socialisation des terres, de tous les biens, et le mariage obligatoire des filles nobles avec des paysans, le respect de l'indépendance nationale. La révolution gagne rapidement toute la Cornouaille.

Les troupes françaises évacuent Lorient pour attendre des renforts mais les paysans se heurtent aux villes bourgeoises (Guin-gamp, Quimper, Landerneau, Morlaix) qui contrôlent les accès aux côtes.

L'émeute piétine donc alors que vingt mille Dragons submergent la Cornouaille. Arme suprême, les Dragons arrivent précédés des jésuites (qui ont appris le breton) et qui prêchent le repentir et promettent la clémence. L'action des jésuites sur un peuple profondément religieux sera désastreuse : les paysans déposent les armes et viennent d'eux-mêmes se livrer aux Dragons du roi.

S'il y eut « repentir », il n'y eut pas « clémence ». On pend par milliers, on pille, on viole, on torture. La révolte a donc plus été écrasée par les jésuites que par les armées, mais la religiosité, elle, ne résista pas à la terrible répression : la Cornouaille, la région de Lorient et une partie du Trégor seront à la pointe de la Révolution Française. De nos jours, on y vote rouge et l'influence des « prêtres » est très faible.

## Les chouans

Ce premier mouvement massif de guérilla de l'Histoire moderne en Europe allait exploser dans tout l'Ouest, mais en Bretagne, il aura des traits si spécifiques que jamais les Chouans bretons ne sont venus en aide aux paysans vendéens, angevins ou normands malgré les tentatives des roya-



# LES CEUX DE LA SURVIE

Pas récupéré par les grandes collections, type témoignages, vécus, enquêtes en usine (avec la bénédiction du président ou pas) vient de paraître aux Editions « Champ libre », un livre de Marie Minois : « Les mal barrés ».

## L'ŒIL SUR L'INSTANT

Militants politiques et syndicaux, lisez ce livre, vous en prendrez plein la gueule ! On peut pas se mirer, se délecter à plaisir dans l'histoire de la pute, de l'ouvrière, de la marginale qui se raconte. C'est pas un roman, c'est pas un miroir de la vie, c'est la révolte qui crache tout le vécu, qui supprime à chaque instant le décalage du langage et de la vie.

Quelques critiques condescendantes ou amusés y verront je ne sais quelle gouaille ou contemplation amusée de l'argot. Quand le peuple parle, faut bien chercher à le comprendre pour l'éduquer après, n'est-ce pas messieurs les catéchumènes révolutionnaires.

Marie Minois, c'est aussi Pierrette, Sophie, Charles et ceux qu'on appelle les laclous, les mal barrés, les mal nourris, mal logés, ceux qui ne peuvent pas connaître les apparences. Et dans ce livre, ils gueulent. Voilà pour le style. Vous en aurez mal aux tripes. Ça ne passe pas à côté de la vie. Alors croyez pas qu'à lire ça, « vous allez pren-

dre le vent, petit tour, car tourisme sur la merde des autres ». Le seul passeport des mal barrés, c'est le parler du geste ! dit Marie Minois. Non, si vous le lisez vous vous installerez le réel. Mais c'est pas tout !

## LA POLITIQUE, CEUX QUI EN VIVENT, CEUX QUI EN CREVENT

Une licenciée « ès poisse » parle. C'est son seul titre. Et ça suffit à démasquer tous les bureaucrates étiquetés révolutionnaires ou pas : « Jamais. Sur mon passé, pourrais plus la rouler la paix-pierre tombale ». Voilà pour ceux qui parlent de l'héritage historique, du combat passé des « quand on faisait 36 ou 68 ».

Une obsession de paumée chez Marie : l'impossibilité de partager l'abstraction. Les mots sont des coups de poignards ou des embrassades. Sur la politique, un jugement catégorique : « Rouge dans la rue, marron sur tapis vert ! ». Pourquoi ? N'y aurait-il pas de bonnes organisations révolutionnaires, PC, GP, syndicats et autres ?

La « marge », ceux qui peuvent pas faire le réel, ceux qui disent merde à l'image, n'ont pas besoin des « grands » cerveaux.

« Frimez, bleussez vos systèmes, bientôt notre instinct se hérissé. On



photo Collombert

étouffait dans vos vasistas, on étouffe encore plus dans vos matricules HLM, grandes baies. Servez-la bien totale la matérielle. Pour qu'on crache à gogo sur tous les faux besoins que vous nous y créez. Votre cellophane éclate, vos catéchismes se noient, vos systèmes asphyxient face à nos vrais besoins. Qui se soucie du dedans, notre dedans, notre vraie maison ? »

## COMPTONS SUR NOS PROPRES FORCES

Ceux qui se sont souciés de Marie pour la mettre en carte, pour lui coller dans la tête, qui « le catéchisme démocratie avancée », qui « le catéchisme Mao » à Flins, à l'Alstom et ailleurs se sont cassés les dents lui en veulent à mort. Et comme tout un chacun ils retrouvent les accents du citoyen qui se plaint

des voyous de son quartier. « A poil tous les sacerdoxes du militantisme dit Marie. Ce qu'on a nous, ça peut pas se causer ».

Militants politiques réfléchissez-y ! La théorie révolutionnaire fait peur aux ouvriers parce qu'elle est presque toujours un cadavre dans la bouche de ceux qui savent causer. Elle n'est pas réelle.

Bardez-vous de tripes et pas de références dit Marie Minois. N'y voyez pas l'amertume des échecs du gauchisme, mais bien son dépassement, c'est-à-dire un réquisitoire contre l'ouvrierisme écrit gueulé par une ouvrière.

Le bon sens, la logique du réel, mais aussi la foi guide ceux qui, ouvriers épuisés, femmes enceintes dans le métro, loulous, travailleurs immigrés, chanteront :

Toutes tes fondations sont pourries,

vieille société, tes forces de l'ordre l'empêcheront pas d'creuser ton lit ! T'auras beau faire elle veut plus mordre au compte goutte de l'intérêt, la chienne horde échevelée. Oui ! parce que Marie chante aussi. Les imprésarios n'ont pas voulu de cette poésie. Pas d'imprésarios de gauche ou d'extrême-gauche, pas de fric, femme de ménage, pas d'étiquette et une haine des appareils, tu feras mieux qu'un disque. Ta voix de barricadière annonce déjà la révolution, ta soif du solide d'un monde plus réel déchirera encore des enveloppes, et « filera au quotidien un peu d'heure de grâce ! ». Trêve de citations ! Lisez ! Vivre et non survivre !

Jean-Yves Romo ■

• M. Minois. Les mal barrés. En vente à T.S. 15 F.

listes pour unifier la révolte. Si les causes de ce soulèvement furent multiples et disparates (persécution des prêtres, haine des villes, exécution du roi, etc.), la cause principale en Bretagne, fut la « levée des troupes » illégale selon le Traité d'Union, aggravée par la dissolution des organisations de pouvoir autonome (Etats et Parlement). Ce ne fut nullement une contre-révolution organisée et « les nobles n'y prirent aucune part, du moins au début » nous dit l'historien Michelet. L'influence des prêtres aussi fut minime en Bretagne. Si le mouvement fut objectivement contre-révolutionnaire, il fut subjectivement révolutionnaire imprégné « d'un républicanisme spontané, moins politique que social » (Michelet). Bakounine de son côté exalta l'instinct de révolte des Chouans malgré leurs « funestes principes ». Mais si la chouannerie en Bretagne n'eut rien à voir avec la « grande armée catholique et royale » de l'Ouest, elle n'en était pas moins condamnée et ce pour trois raisons :

— Elle se heurte comme les Bonnets Rouges à l'hostilité générale des villes où la séparation Bourgeoise - « Quatrième Etat » n'existait guère. La bourgeoisie nantaise, par exemple, était d'autant plus « robespierriste » qu'elle n'était pas menacée par un prolétariat naissant (comme c'était le cas de Robespierre avec les « Enragés » à Paris).

— La chouannerie en outre se heurte à l'hostilité farouche des campagnes de Cornouaille, là-même où avait explosé le mouvement des Bonnets Rouges. Les Cornouaillais firent preuve d'un héroïsme extrême dans la « Garde Nationale » ou l'armée révolutionnaire.

Désorientés et profondément traumatisés par les souvenirs de la répression de 1675. Ils ne mettaient plus leur salut que dans l'action d'un mouvement de libération, venu d'ailleurs, de Paris et de la République.

— Enfin les Chouans s'ils exprimèrent vigoureusement leur instinct national, ne surent pas l'incarner en exigeant une république bretonne, les prêtres et les nobles purent ainsi aisément se revendiquer d'eux et les fourvoyer dans une cause sans espoir (Cadoudal qui est un génie militaire du niveau de celui de Napoléon a réagi comme un petit garçon face aux ordres des Princes réfugiés à Londres). Un fait reste de nos jours sociologiquement essentiel ; sur une carte, le décalage de la chouannerie donne le négatif des Bonnets Rouges. A deux périodes différentes toute la Bretagne rurale s'est soulevée contre la perte de l'autonomie. Après ces deux révoltes la Bretagne périclita,

victime du colonialisme interne et de l'exploitation, qui déracinent ses paysans.

## « Autonomisme » et communisme

Le mouvement ouvrier naît trop tardivement (bien après la Commune) mais vigoureusement en Bretagne dans les rares zones industrialisées (ports). Le syndicalisme révolutionnaire à Brest, Lorient, Nantes va s'ajouter au socialisme des campagnes de Cornouaille. Dans les années 1930, derrière le masque des binious, des processions et des anciens combattants, il existe une Bretagne rouge. Le parti communiste qui est dans sa « troisième période ultra-gauchiste » et stalinienne ne l'ignore pas. Marcel Cachin — alors directeur de « l'Humanité » — prêche le communisme en breton dans son Tregor natal. D'autre part une nouvelle force surgit sur la scène politique bretonne : les « autonomistes » du parti national breton et leur journal « Breiz Atao ». Sans couleur politique définie, ils se disent simplement « révolutionnaires ». Pour l'instant, le PCF les soutient inconditionnellement. Après des années de propagande courageuse, les « autonomistes » passent à l'action en 1932 : Herriot doit venir à Vannes célébrer le quatrième centenaire de l'Union. Il trouve les rails du train présidentiel déboulonnés à la « frontière ». Tandis que la police quadrille Vannes l'organisation secrète Gwen ha Du (« Noir et Blanc » : couleurs du drapeau breton) frappe là où on ne l'attendait pas : à Rennes où elle dynamite le monument de la préfecture commémorant l'Union. Ce « monument de la honte » représentait la Bretagne (une femme) à genoux devant la France (un homme) debout. L'effet est immense. Cachin écrit dans « l'Humanité » : « La juste colère des ouvriers et des paysans bretons s'est manifestée avec éclat ». En 1935, Staline signe avec Laval, le fameux pacte où il reconnaît à la France le droit à sa « défense nationale ». Le PCF change de cap et de « défaitiste » devient chauvin : il traite en bloc les autonomistes de nazis quand ce n'est pas toute la population bretonne qui est suspectée de l'être... (le PCF reprend les vieux clichés sur les Chouans, les prêtres, les nobles, etc.).

En fait, dès 1940 la moitié de la « France libre » est composée de Bretons. Ceux-ci gagnent en effet, en masse, les maquis et seuls quelques individus collaborent.

Cela n'empêche pas en 1945 les répressions gaullistes et stalinienne de s'abattre en bloc sur tous les « autonomistes » y compris les résistants.

Néanmoins le Conseil National de la Résistance qui avait prévu la « régionalisation » dans son programme (avec une assemblée élue au suffrage universel par région) avait dans son découpage de la France, respecté les vœux des Bretons : garder unis les cinq départements historiques. Non seulement la mise en place d'assemblées démocratiques fut ajournée (comme le reste du programme du CNR, d'ailleurs) mais les politiciens de la IV<sup>e</sup> République et de la V<sup>e</sup> entreprirent de découper une « région Bretagne » privée de la Loire-Atlantique, c'est-à-dire des bases ouvrières rouges de Nantes et de Saint-Nazaire.

Une telle Bretagne — même autonome — serait aussi invivable, déséquilibrée et réactionnaire que l'est l'Irlande du Sud privée de l'Ulster. C'est en réaction contre cette partition qui se créa en 1957 — malgré le lourd risque d'être traité de nazi, de chouan, etc. — le Mouvement d'Organisation de la Bretagne (MOB) qui demandait (dans son journal : « L'avenir de la Bretagne ») l'unité et l'autodétermination. Ce mouvement avait une tare qui le fit scissionner : il regroupait sans principes la droite et l'extrême-gauche. En 1961, la gauche scissionna et créa l'Union Démocratique Bretonne (UDB) et son journal : « Le Peuple Breton ».

L'UDB surclassa vite le MOB en nombre et en influence ; son « gauchisme » et son dynamisme le firent souvent qualifier jusqu'en 1968 de « PSU breton ».

En fait, il en advint autrement car avant et après mai 68 une nouvelle organisation surgit forçant tout le monde à se déterminer clairement, le fameux « Front de Libération de la Bretagne » (FLB premier du nom) qui fait sauter perceptions et casernes de CRS. Devant cela, la police se heurta à la « loi du silence » de la part de la population.

Ce fut parce qu'il était amateuriste et mal structuré qu'en dépit de la complicité passive des Bretons le FLB fut démantelé. 52 personnes furent arrêtées, parmi elles des gens de droite comme des gauchistes, des ouvriers et des prêtres. Entre temps il y avait eu mai 68 et la chute de De Gaulle ; Pleven, ministre de la Justice, maire de Dinan, n'osa pas leur faire un procès ; ils furent amnistiés ; l'ampleur des collectes en leur faveur durant leur emprisonnement inquiéta le pouvoir. Sitôt libérés les membres du FLB repriront le combat d'une manière plus « politique ». Ils se

firent reconnaître comme association de propagande légalement déclarée et ouverte à tous (le FLB II). En fait n'y restèrent que les « gauchistes », la droite se volatilisa dans la nature. C'est au cours de cette affaire que l'UDB eut des réactions stupéfiantes : elle dénonça violemment pêle-mêle le FLB, le gauchisme et le PSU.

Le nettoyage du PCF s'y fit de façon pesante au sommet. C'est en réaction contre cela que fut fondé en janvier 1971 le « Parti Communiste Breton » (journal « Bretagne Révo »). Le PCB regroupait des membres des FLB I et II, des maoïstes et des anarchistes « nantais ».

Si le PCB avait des « positions justes » cela ne fait que quelques dizaines d'adhérents (contre 500 à l'UDB et 1.500 au PSU en Bretagne), il ne pouvait s'élargir que de deux côtés, vers le PSU et vers les « gauchistes » exclus de l'UDB. Après son revirement l'UDB avait exclu près d'une centaine de « gauchistes » actifs et organisés : ceux-ci n'allèrent pas rejoindre les rangs du PCB mais fondèrent tout récemment le groupe « la Taupe bretonne ». (Revue du même nom).

Quant aux Bretons du PSU ils s'étaient cotoyés fraternellement pour certains, au sein du FLB II.

Ainsi notre camarade Guy Caro fut-il élu conseiller général à Plougenast contre Mlle Dienech avec la double étiquette PSU et FLB. Mais les rapports de parti à parti se posaient tout autrement. Dans ce domaine aiguillonné peut-être par l'existence de l'UDB et du PCB, ce fut le PSU qui conformément aux vœux du congrès de Lille prit les initiatives les plus hardies. Lors d'une conférence des cinq fédérations bretonnes tenue à Mur-de-Bretagne, suivie d'une conférence nationale de toutes les minorités nationales de l'hexagone tenue à Narbonne le PSU reconnut le droit des peuples breton, basque, occitan, etc., à l'autodétermination et y compris à l'indépendance (selon la formule adoptée par Lénine pour l'URSS).

En proclamant cela, le PSU a été cohérent avec lui-même : on ne peut pas être pour l'autogestion des usines et contre l'autogestion des peuples. Dans ce domaine la lutte de l'IRA et du peuple Irlandais a beaucoup fait avancer les choses. L'exemple de l'IRA et la dureté des luttes sociales en Bretagne — paysannes et ouvrières (Fougères, Nantes, Saint-Briéuc, etc.) — viennent de pousser à nouveau certains Bretons à l'action armée.

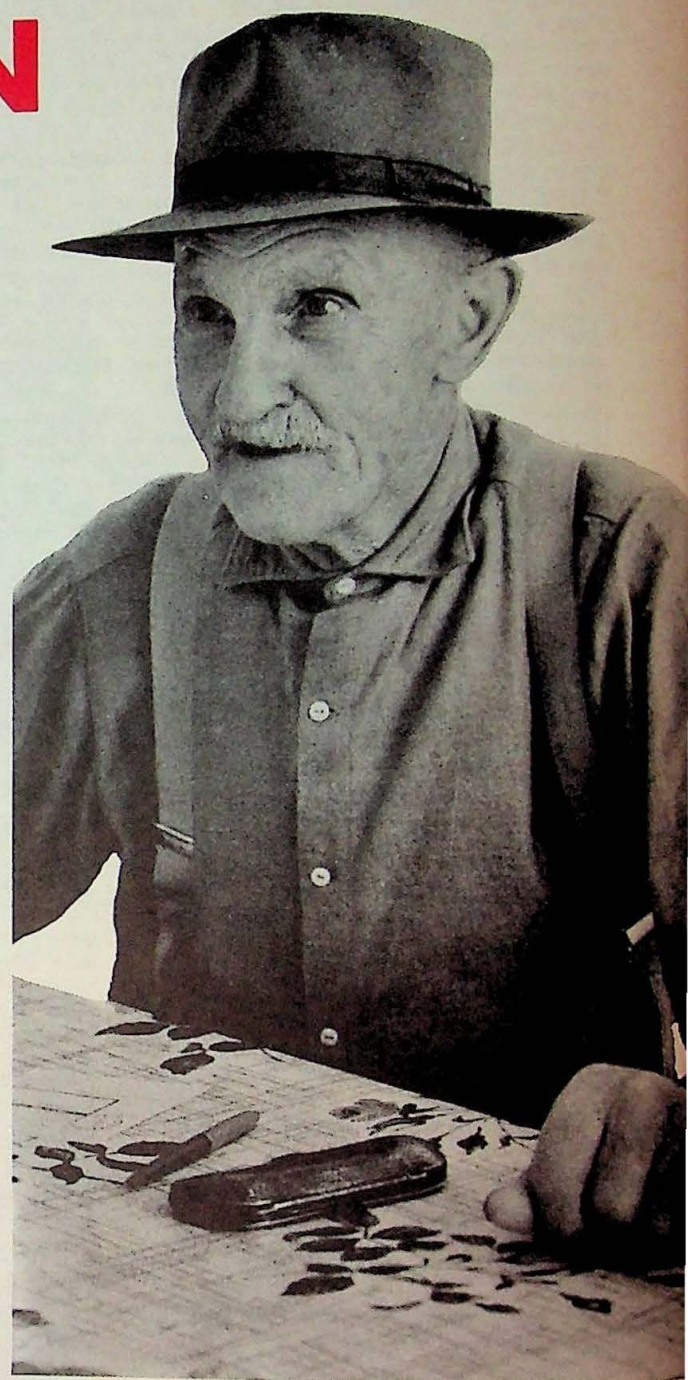
La Bretagne et l'Irlande ont deux passés similaires ; leurs prisons pourraient bien aussi devenir semblables.



## LES VIEUX ET LA REVOLUTION

- Vous avez quel âge
- 83 ans.
- Vous avez été militant ?
- J'étais au Parti socialiste avant la guerre, à l'époque où il incarnait l'espoir du prolétariat. En 1920, à la scission, j'étais pour le nouveau Parti communiste. J'ai milité à diverses occasions et vers 1960, j'ai arrêté.
- Pourquoi ?
- Le militantisme actif suppose tout de même une certaine capacité physique que je n'ai plus.
- Vous pourriez participer aux réunions de discussion.
- Non parce que même là, je ne fais plus le poids, comme on dit. Je sais bien que vous refusez la ségrégation jeunes-vieux. Mais vous n'y faites pas assez attention. Analysez vos réunions ; vous verrez que ce ne sont pas ceux qui ont les meilleures choses à proposer qui parlent. Ce sont ceux qui ont le plus de culot, ceux qui tiennent le mieux une discussion.

Alors de mon côté, je ne peux plus forcer la voix et en plus, je crois qu'on n'écoute pas ce que je dis comme on écoute un camarade plus jeune. Je pense que c'est plus qu'un problème de psychologie de groupe, c'est vraiment un problème politique : il s'agit de perdre l'habitude de n'écouter que ceux qui peuvent taper du poing sur la table. C'est le même problème que celui du propriétaire qui jette dehors le locataire qui ne peut plus payer.



« La France n'est pas toute entière sortie du sous-développement. Elle y a laissé ses vieux. La situation qui est faite aux Français les plus âgés n'a bénéficié ni de l'élévation progressive du niveau de vie moyen, ni de l'extension des services et équipements collectifs qui a profité à d'autres secteurs de la société. Nombre d'indices donnent à penser que les différences, les inégalités qui frappent les personnes âgées s'aggravent au lieu de s'atténuer. »

### Un constat dramatique

Telle est le constat unanime par lequel la commission Rocard de

l'Assemblée Nationale ouvre son rapport « Proposition pour une charte du troisième âge ».

C'est une situation objectivement dramatique qui a amené les députés de toutes tendances à suivre

l'essentiel des analyses de notre camarade.

Il y a en France six millions et demi de personnes de plus de 65 ans. Parmi elles, 80 % vivent avec des ressources personnelles inférieures au SMIC. Ce chiffre comprend les 2,3 millions de vieux qui, justifiant d'un plafond de ressources inférieur à 4.400 F par an, dépendent du Fonds National de Solidarité et perçoivent une allocation supplémentaire.

Si ces chiffres sont les plus frappants, il ne faut pas négliger d'autres phénomènes importants. Ainsi, près de la moitié des personnes âgées sont ignorantes de leurs





Collombert

droits légaux et ne perçoivent pas une partie de ce qui leur est dû. Aucun effort n'est fait dans le domaine de l'habitat des vieux alors que ce sont eux qui constituent la population la plus systématiquement mal logée ; moins de 1 % d'entre eux bénéficient de l'aide ménagère.

Au delà de ces constatations à caractère directement économique, il faut souligner les multiples obstacles qui, dans la vie sociale, font des vieux une population isolée. Ainsi, la mauvaise qualité des transports collectifs urbains et la déserte catastrophique de la plupart des zones rurales (où 35 % d'entre eux résident) les empêchent souvent de se déplacer normalement. De même, les heures, les prix et les barrières psychologiques les tiennent éloignés de la plupart des spectacles et manifestations culturelles.

On imagine alors facilement l'environnement psychologique des 40 à 50 % de personnes âgées qui vivent seules et pourquoi 10 % d'entre elles ne sortent presque jamais de leur domicile.

Enfin, il faut souligner que l'adaptation sur le plan psychologique à une vie « inactive » est difficile même pour des gens « aisés ». Sur ce plan aussi c'est l'ensemble de l'organisation du travail qui empêche la plupart des travailleurs de conserver une activité externe qui permette de se créer des buts et des intérêts de vie autres que ceux du travail.

Devant ce constat accablant, la commission Rocard n'a pas manqué de montrer la responsabilité d'une économie de profit. Car c'est elle qui rejette hors de la normalité les travailleurs âgés parce qu'ils sont moins productifs. C'est elle qui ne s'occupe pas d'eux parce qu'ils sont moins solvables que la population active ou que les jeunes. Des propositions ont été faites qui doivent pallier quelques-unes des injustices les plus criantes.

Informar les personnes âgées de leurs droits actuels est bien sûr la première urgence. Mais il est clair que ces droits sont très insuffisants. La commission propose l'institution d'un pourcentage minimum de travailleurs de plus de

55 ans par entreprise ; cela permettrait une répartition plus harmonieuse de ces travailleurs dans les secteurs d'activité en supprimant par là une des manifestations de la ségrégation jeunes-vieux. Cette mesure les protégerait sans doute également du chômage en fin de carrière.

## Les problèmes de la retraite

Une des propositions les plus porteuses de conséquences est de substituer la notion de revenu minimum garanti à celle de salaire minimum, permettant ainsi aux couches non salariées d'en bénéficier. La commission s'élève également contre la ségrégation dans le logement, fruit de la spéculation foncière et elle aborde enfin la question de la retraite.

Question majeure s'il en est, mais à propos de laquelle les mieux intentionnés ne sont pas toujours les mieux inspirés. Il ne fait aucun doute que 65 ans est un âge auquel un grand nombre de travailleurs sont épuisés par un dur métier. C'est pourquoi le thème de l'avancement de cet âge limite est si mobilisateur. Prenons néanmoins garde à ce chiffre calculé par A. Sauvy, qui n'est pas connu pour être un suppot de la réaction : selon que l'inactivité est fixée à 60 ou 65 ans, la retraite est, à sacrifice égal de la population active, de 52 % plus élevée dans le second cas. Car chacun sait que ce sont les cotisations des personnes actives qui payent les retraites des inactifs. Ce qui compte pour le calcul de la retraite à un moment donné est le rapport numérique de ces deux populations. Bien évidemment, cela ne veut pas dire que les travailleurs ont tort d'avancer une telle revendication ; ils ont au contraire raison d'exiger du patronat et du gouvernement une plus grande participation aux caisses de retraite. Mais l'ampleur du chiffre cité — 52 % — montre que même un effort accru du pouvoir en faveur des retraités, voire l'avènement du socialisme, ne résoudrait

pas tout le problème ; l'alternative retraite plus tôt ou retraite plus élevée ne disparaîtrait pas.

Assurons-nous donc sur ce terrain que l'intérêt des travailleurs est bien réellement dans un brusque abaissement de l'âge de la retraite plutôt que dans une amélioration de leurs conditions de travail, en particulier celles des plus âgés d'entre eux. La question est ouverte.

Tous ces thèmes démontrent, s'il en était besoin, que les revendications des personnes âgées sont de même nature que celles des travailleurs en lutte contre le pouvoir. Elles le sont plus encore lorsque ces personnes sont issues du prolétariat puisque l'on sait aujourd'hui que les dures conditions de travail et de vie des travailleurs manuels sont des sources de vieillissement précoces.

## Les puissants ou les exclus ?

Une fois affirmé que les revendications des vieux sont populaires, a-t-on pour autant résolu le problème ? Pour répondre à cette question, il suffit de regarder qui défend actuellement le droit des vieux à une vie décente. Pas le pouvoir, assurément, puisque cette catégorie de population a peu de ressources financières et n'est donc guère une source de profit pour les patrons. Pas les partis de gauche qui pensent que cet électorat est peu rentable par rapport à d'autres. Pas l'extrême-gauche non plus qui, par son comportement agressif, violent dans les mots si ce n'est dans les actes, propose aux vieux une image qui leur est étrangère, eux qui n'ont précisément plus la force de se battre.

Le problème-clé est bien là et il dépasse de beaucoup le strict point de vue des personnes âgées. Il s'agit de savoir quelle force politique sera capable de donner dans la société une place importante à ceux qui n'y ont plus de puissance, en particulier plus de puissance

économique. Serait-il si paradoxal de dire que ce problème des personnes âgées est un critère fondamental pour juger si les révolutionnaires disent vrai ou s'ils ne sont qu'un groupe de pression parmi d'autres, cherchant, comme les autres, à accaparer le pouvoir pour eux.

Dans le dernier courrier des lecteurs publié par TS, un camarade écrivait : « la fête que le Parti va organiser ne doit pas privilégier les formes d'expression de la jeunesse ». Cette remarque est juste et, à notre sens, elle doit s'étendre à tout le contenu de la révolution. Nous l'avons dit, l'extrême gauche a trop tendance à donner de la révolution une image militaire : notre vocabulaire est truffé de « luttes, combats, bouleversements, batailles, renversements, etc. » ; et si l'essentiel n'était pas là ou pas seulement là ? Certes, il sera toujours nécessaire de mettre fin à l'emprise du système bourgeois et pour cela, il faut lutter. Sur cette finalité, il y a accord général. Et après ? L'essentiel n'est-il pas de changer la nature du pouvoir dans la société, en sorte qu'il soit exercé non par les plus forts, fussent-ils révolutionnaires, mais par tous ? Dans ce cas, il faut regarder quelle place nous accordons aux vieux — symbole et réalité de la faiblesse, de la non-puissance, de la pauvreté — dans nos actes et dans nos perspectives socialistes.

Il y a fort à parier que ces actes et ces perspectives se traduisent plus en termes de rapport de forces — et les vieux n'ont pas de force — qu'en terme d'écoute de tous les exclus du monde capitaliste. Le travail de Michel Rocard au sein de sa commission parlementaire ne changera pas ce constat de carence du parti et de tout le mouvement révolutionnaire. Puisse-t-il simplement amorcer une prise de conscience, ne serait-ce qu'en nous suggérant cette simple question : Pour une personne qui a arrêté toute activité productive, que signifie la venue de la révolution ? Est-elle pour elle aussi une espérance, ou bien est-elle le simple constat qu'une génération à moyens techniques plus puissants prend la place d'une génération à moyens techniques plus anciens ?



# LE MAI MALGACHE

BERNARD LEVY

A Tananarive, depuis le 24 avril, les étudiants, lycéens, collégiens étaient en grève et manifestaient aux cris de « Français, langue d'esclave, accords d'esclavage! ». La province avait suivi, en même temps que le mouvement s'élargissait aux associations de parents d'élèves et aux syndicats.

Pour la première fois, dans un pays de la zone africaine, l'impérialisme culturel français était dénoncé, rejeté massivement, spontanément. Mais en arrière fond de ce rejet de la culture française c'est une longue période de l'histoire malgache qui arrive à un point de rupture. C'est l'époque coloniale que l'on dénonce, les milliers de morts de la grande répression de 1967. C'est aussi une situation politique qui depuis l'« indépendance » est placée sous le signe de l'arbitraire policier, de la basse démagogie et de la dictature sans fard de Tsiranana.

La gendarmerie malgache, sous les ordres d'un français, le général Bochino, a à son actif plusieurs centaines d'assassinats politiques. 350 militants de l'ex Monina attendent leur procès. Depuis avril 1971,

le pouvoir a créé la psychose du complot maoïste, et emprisonne à ce titre.

Mais c'est surtout sur l'impérialisme français que s'appuie, le régime de Tsiranana. 3 000 légionnaires et paras sont stationnés dans les bases de Diégo-Suarez et d'Ivoto, sous le commandement du général Bigeard. L'armée malgache, elle-même, est sous contrôle français, comme l'administration, comme toute l'économie de l'île.

Réélu en janvier dernier, à la présidence avec un pourcentage de voix de 99,7 %, Tsiranana, a prouvé qu'il compte plus sur sa police que sur un soutien populaire, pour faire durer un régime qui accumule les contradictions depuis quinze ans. Les fusillades du 13 mai ont fait une trentaine de morts et des centaines de blessés. Malgré la proclamation de l'état de nécessité, qui suspend toutes les garanties constitutionnelles, les manifestants ont affronté la police, qui dimanche 14 n'a pas hésité à tirer sur la foule une nouvelle fois.

Au départ, le mouvement étudiant et lycéen n'était qu'une simple dénonciation de l'incohérence gou-

vernementale vis-à-vis des examens et des concours qui n'assuraient plus en fin d'études, des débouchés certains.

Au cours de trois semaines de luttes, le mouvement a peu à peu laissé de côté les revendications purement corporatistes et c'est tout le système d'enseignement français qui a été mis en cause ; puis en dénonçant l'impérialisme culturel français, c'est tout le système social et politique malgache, mis en place par la France en 1959 que le mouvement étudiant a pris pour cible. Alors Tsiranana a fait arrêter le 12 mai, le comité de grève étudiant et lycéen. Le 13 mai la police tirait, lorsque la preuve était faite que le mouvement étudiant débordait sur les travailleurs.

Dans les heures qui suivaient, la radio, le Courrier de Madagascar, un supermarché, des immeubles ministériels, symboles du régime et du contrôle français sur l'économie, étaient attaqués et incendiés. L'Hôtel de Ville de Tananarive a été brûlé !

Le dépassement de la contestation étudiante a été clairement démontré par le déclenchement de la

grève générale. Les mesures d'apaisement données par Tsiranana, libération des étudiants arrêtés, réouverture de l'université, restent en deça du mouvement qui s'est déclenché avec l'entrée des travailleurs dans le conflit. Les revendications sont devenues sociales et politiques : changement du ministre du travail, relèvement du salaire minimum et mise en cause du pouvoir en place.

La nature radicale des exigences des travailleurs malgaches, leur ont fait prendre conscience de leur manque d'organisation. En posant le problème du pouvoir, les syndicats de l'île ont ressenti l'absence d'un organisme sur le plan national. Les grévistes, comme les étudiants, se font un devoir de constituer un comité et d'élire leurs délégués.

Après le massacre des paysans du Sud en avril 1971 ce mouvement ne peut plus être camouflé en accident de parcours ou en complot maoïste. Il apparaît clairement qu'à Madagascar, malgré la violence ouverte du régime de Tsiranana qui vient de révéler sa véritable nature, un large mouvement contre l'impérialisme français et ses serviteurs existe et se développe.

## note de lecture

L'histoire du mouvement ouvrier allemand était jusqu'à présent assez mal connu en France. Cette lacune va pouvoir être en partie comblée par la publication du dernier ouvrage de Pierre Broué, consacré à l'échec de la Révolution allemande après la Première guerre mondiale : un échec décisif, puisqu'il suivra les espoirs des Révolutionnaires russes et européens, persuadés qu'une victoire de la classe ouvrière allemande amènerait l'effondrement du capitalisme européen.

Pierre Broué s'est livré à une remarquable investigation, disséquant l'extrême gauche allemande à l'aide d'une documentation souvent inédite, éclairant les rapports de l'Internationale communiste et du KPD (PC allemand). Il montre com-

ment s'est forgé, à partir de la ligne Spartacus, dotée de chefs prestigieux (Rosa Luxembour, Karl Liebknecht, Les Logisches) mais de maigres troupes, un parti puissant, avec ses acquis et ses tares. L'échec des soulèvements prolétariens de 1918-1919, écrasés par les forces réactionnaires et leurs alliés social-démocrates, allait déchirer dès sa naissance le KPD, divisé entre les partisans d'une politique de conquête des masses en cette période de reflux révolutionnaire et le courant gauchiste pour lequel la tâche du KPD était de briser les syndicats afin de libérer les travailleurs de cette forme d'organisation qui les mettait sous la coupe des réformistes.

Pendant ses premières années d'existence, le KPD ne devait pas cesser d'osciller

entre ces deux orientations, c'est-à-dire entre la constatation que les perspectives de révolution n'existaient plus en Allemagne, et le refus de cette constatation, le désir de « forcer le développement de la révolution ».

Des poussées de fièvre gauchiste affectèrent la plupart des dirigeants du KPD et aussi de l'Internationale communiste. Et ce n'est pas le moindre intérêt du livre de Broué que de vous montrer un Komintern divisé, capable d'imposer ses décisions et une discipline draconienne à ses sections nationales par l'intermédiaire de délégués tout puissants, mais incapable de contrôler ceux-ci. Surtout, cet « Etat-major de la révolution mondiale » a montré qu'il avait une conception étrangement peu marxiste de la révolu-

tion. Indirectement (par l'intermédiaire de son délégué, Bela Kun) en mars 1921, directement en octobre 1923, l'Internationale a organisé à deux ans d'intervalle des soulèvements armés, réduisant ainsi la révolution à un affrontement militaire entre l'appareil d'Etat bourgeois et le KPD.

La révolution ne se préfabrique pas : elle n'est pas faite par l'avant-garde du prolétariat, mais par la majorité de la classe ouvrière guidée, et non pas commandée, par sa fraction la plus consciente. Ce principe élémentaire, répété par Rosa Luxembour peu avant son assassinat, les dirigeants du Komintern ne l'avaient visiblement pas assimilé.

Pierre Broué non plus, pour qui le fait que le KPD n'était

pas encore un « vrai » parti révolutionnaire, avec de véritables « chefs » révolutionnaires explique l'échec de la révolution allemande : analyse qui le dispense d'une réflexion marxiste sur les causes de cet échec et surtout sur les conclusions que le mouvement ouvrier doit en tirer. Le crétinisme parlementaire est une des tares du mouvement socialiste ; le crétinisme partisan en est une autre. Les révolutionnaires ont éliminé de leurs rangs la première de ces tares : il leur reste encore à triompher de la seconde.

François Brousse.

Pierre Broué - Révolution en Allemagne 1917-1923. Editions de Minuit, 1971, 95 F. En vente à « TS ».



# BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN EN ITALIE

Les résultats des dernières élections italiennes ont avant tout montré la force des deux piliers du système politique : la Démocratie chrétienne et le Parti communiste qui sont, en définitive - - malgré un léger recul de la DC par rapport aux élections de 1968 - - les grands gagnants de cette consultation. Si on ajoute que les socialistes se maintiennent, on peut considérer que ces élections anticipées (ce qui ne s'était encore jamais fait en Italie) qu'on a voulu présenter comme clarificatrices, reproduisent à peu près la situation antérieure.

## Poussée à droite

Il y a cependant un fait qui ressort de l'analyse des résultats : c'est une poussée à droite, même si elle est limitée (la gauche ne perd au total qu'1,5 %), de l'électorat par rapport à 1968. Il est clair qu'en premier lieu le maintien de la DC - après avoir fait une propagande appréciée contre la « subversion », le communisme, les grèves et pour l'Etat fort, avoir recherché systématiquement le rapprochement avec les libéraux (assez comparables aux indépendants : Pinay pour la France) et avoir montré une certaine compréhension pour le fascisme (1) - - et surtout la montée du MSI en fonction des résultats d'il y a quatre ans, sont un signe inquiétant.

Quelles couches se sont montrées les plus sensibles à la propagande du MSI? S'il est vrai que l'extrême-droite progresse partout, cette progression est limitée dans l'ensemble à 3 % et extrêmement inégale. C'est essentiellement le Sud qui est touché (Naples, Reggio de Calabre, la Sicile

sont les points forts auxquels il faut ajouter Rome, à la limite du Mezzogiorno, ville tertiaire traditionnellement réactionnaire). Il semble que dans ces régions le vote MSI, essentiellement protestataire, provienne à la fois de petits propriétaires agricoles qui ont été effrayés par les réformes votées par le centre-gauche, du prolétariat rural et du sous-prolétariat urbain, surexploités, liés traditionnellement aux notables locaux et qui n'ont sans doute pas trouvé dans la campagne menée par la gauche une perspective réelle pour résoudre leurs problèmes. Il faut ajouter que l'industrialisation très fragmentaire et non articulée n'a aucunement supprimé le décalage avec le Nord (il s'est, au contraire, accentué ces dernières années), et que le chômage touche encore plus le Sud. On peut donc considérer que, dans le Mezzogiorno, le vote pour le MSI est d'une certaine manière une expression de répit à l'égard du système socio-politique actuel que le mouvement socialiste devrait s'efforcer de détourner vers lui ; il y avait déjà échoué au moment de la révolte de Reggio di Calabre. A l'inverse, dans le Nord, il est clair que le MSI a mordu essentiellement sur les libéraux, ce qui veut dire qu'il signifie un raidissement d'une partie de la bourgeoisie, qui souhaite une accélération et un renforcement de la répression contre les luttes sociales. C'est sans doute cet électorat-là qui s'est montré le plus sensible à la campagne ultra d'Almirante et de ses redoutables amis, à ses appels frénétiques à l'ordre, à l'unité « nationale » du travail et du capital, à la lutte sans pitié contre le mouvement révolutionnaire.

Il y a, malgré tout, un élément réconfortant, c'est que le MSI ne semble guère avoir touché la jeunesse, c'est ce que tra- duisent les sondages et l'âge

moyen du public des meetings organisés par l'extrême droite. A gauche, trois faits sont à noter : le bon score du PCI (il dépasse 9.000.000 de voix, soit 27 %), l'effondrement du PSIUP et l'échec du Manifesto.

## « La droite, ce n'est pas l'ordre »

Pour ce qui concerne le PCI, il avait axé, lui aussi, sa campagne sur l'ordre (un slogan fut très utilisé : « la droite, ce n'est pas l'ordre » !), une extrême modération marque toutes ses interventions, et il s'agissait à tout prix de ne pas effaroucher les « classes moyennes ». La direction du parti, poursuivant sa ligne d'intégration dans l'aire du pouvoir et cherchant à se donner une image aussi gouvernementale que possible axa toute sa stratégie sur l'alliance des communistes, des socialistes et d'une prétendue « gauche » démocratique-chrétienne (qui, de fait, a toujours servi de caution à la droite, majoritaire, de ce parti).

Cette politique ultra-droitière et défensive de la direction semble avoir suscité nombre de critiques dans la gauche du parti qui considérera que ce type de campagne ne correspondait pas à la dureté des luttes ouvrières, ne traduisait pas la combativité et le contenu clairement anticapitaliste du mouvement de grèves, d'occupation de maisons, d'usines ou de constitution de conseils dans certains secteurs.

Mais le PCI avait aussi beaucoup insisté sur les dangers d'une progression des fascistes. Or, cette dénonciation énergique du MSI, même si elle ne le mettait pas en rapport avec la DC, est sans doute l'un des facteurs qui explique le succès du PC.

Et il apparaît que le PC, outre qu'il se renforce dans ses zones de force traditionnelle (Emilie, Toscane) progresse dans les zones du triangle industriel, et particulièrement dans les banlieues arrière de Turin, Milan, Gênes. Le PC a attiré un électorat jeune et manifestement une partie non négligeable de couches ouvrières et intellectuelles radicalisées, il a donc bénéficié d'un électorat d'extrême-gauche. C'est là, à partir d'une thématique très proche, un résultat très différent de celui qu'obtient le PCF qui semble perdre des voix dans l'avant-garde ouvrière. Le PCI profite là sans doute du soutien qu'il continue à apporter malgré tout à l'ensemble des grèves (en Italie on ne

parle pas encore de « grèves-complots »).

Le PSIUP, qui était apparu quelque temps comme porteur d'une politique qui ne soit ni social-démocrate, ni stalinienne et qui avait obtenu 4,5 % des voix en 1968 (voix de jeunes révolutionnaires, en partie) s'est, cette année, complètement effondré (il a moins de 2 %) et est devenu un vulgaire « groupuscule » (2). Il est vrai qu'il ne fait plus illusion et qu'il a traversé de sérieuses crises. En effet, le PSIUP, surtout depuis fin 1968, s'est complètement aligné sur les positions soviétiques (généralement plus vite que le PCI) et sa campagne, pour ces dernières élections, était rigoureusement la même que celle des communistes, ce qui fait que beaucoup d'électeurs ont dû se dire que, pour appliquer la même politique, il était plus efficace de renforcer le parti le mieux implanté.

Le PSIUP, tirant le bilan de son échec, va probablement « décider » de se dissoudre, et l'essentiel de ses membres va s'inscrire au PCI.

## Echec du Manifesto

Si le PSIUP disparaît, le Manifesto n'a pas réussi à percer. Il n'obtient pas 1 % des voix et ne retrouve pas ses cinq députés, qui avaient joué un rôle - révolutionnaire - très actif au Parlement. On sait que le débat avait été ouvert dans l'extrême-gauche sur le problème des candidatures (fallait-il ou non se présenter aux élections?) et que la majorité du Manifesto s'y déclara favorable, estimant qu'il fallait qu'une force politique à la gauche du PCI diffuse ses thèses dans tout le pays et représente, à l'occasion de ces élections, une alternative révolutionnaire au système sous-politique actuel. Pourquoi cette force n'est-elle pas apparue?

Le premier handicap a été l'absence d'un certain nombre de moyens de propagande, et en particulier l'exclusion du Manifesto de la télévision. La deuxième raison de l'échec est la division même de l'extrême-gauche. En effet, Avanguardia Operaia, Potere Operaio et Lotta continua refusèrent de soutenir les listes du Manifesto, estimant qu'il s'agissait là d'intégration à l'Etat, que c'était une « trahison des luttes », que ces élections ne pouvaient profiter qu'à la bourgeoisie ou que le problème actuel était « l'affrontement direct avec l'Etat ». Seuls, les trotskistes de la tendance Franck-Mandel ont donné leur soutien au Manifesto.

L'échec s'explique sans doute aussi par l'intoxication de la presse, de la radio, de la télévision contre de mouvement révolutionnaire, présenté sans cesse depuis 1969 comme terroriste, porteur de bombes (les journaux à grand tirage laissaient planer le doute sur les responsabilités de l'attentat de Milan d'il y a trois ans, alors qu'on sait qu'il a été l'œuvre de fascistes) qui a pratiqué l'amalgame de façon permanente entre la criminalité (tousjours la défense de l'ordre) et l'action de l'extrême-gauche. La police italienne, devenue soudain fort efficace, « découvrit » depuis deux mois une multitude de « complots » fomentés par de mystérieuses « brigades rouges ». Ce qui permit de laisser dans l'ombre la violence quotidienne, et celle-là, bien réelle, de l'extrême-droite, et qui se traduit par des dépôts de bombes les agressions multipliées contre des militants de gauche, des lycéens, des tentatives de coups d'Etat. Et on peut probablement attribuer à l'extrême-droite l'assassinat de Calabresi, le chef de la police politique, la semaine dernière. Il pourrait s'agir là d'un élément d'une nouvelle montée de violences tendant à briser les luttes dures qui se préparent, à l'occasion du renouvellement des contrats dans la métallurgie, le textile, la chimie, c'est-à-dire, peut-être un nouvel automne chaud.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, il est probable que le danger fasciste a terrorisé une polarisation de larges fractions de l'électorat réformiste et révolutionnaire autour du parti qui est apparu le plus solide face au MSI : le PCI. Il est certain que, sans cette perspective de croissance de l'extrême-droite, le Manifesto aurait eu beaucoup plus de voix. Malgré tout, ce groupe place ses espoirs maintenant dans la radicalisation des luttes à venir, dans un nouveau « mai rampant », peut-être aussi dans une crise ouverte au sein du PCI par sa tendance de gauche, accentuant la mise en cause d'une lignée qui a si manifestement échoué (ligne de flirt avec la DC de gauche). — Reste le problème du gouvernement. Il pourrait, arithmétiquement, être aussi bien de centre-gauche que de centre-droit. La réponse viendra sans doute, après un gouvernement qui devrait être DC homogène, du congrès du PSI à l'automne qui aura à choisir entre la cure d'opposition aux côtés du PC et les délices du pouvoir avec le parti catholique.

J.-Cl. BAUVET.

Résultats de la Chambre des députés	1968		1972	
	% de voix	Sièges	%	Sièges
Manifesto	0,7	—	—	(2)
PCI	27,2	179	26,9	177
PSIUP	1,9	—	4,4	23
MPL (1)	0,4	—	—	—
PSI	9,6	61	14,5	91
Sociaux-démo.	5,1	29	—	—
Republicains	2,9	14	2	9
DC	38,8	267	39,1	266
PLI (Libéraux)	3,9	21	5,8	31
MSI (Monarchis.)	8,7	56	5,8	30

(1) Mouvement Catholique de Gauche, dirigé par Livio Labor.

(2) Le Manifesto avait, depuis 1969 - date de la radiation du groupe par le PCI - 5 députés.

(1) La Démocratie chrétienne a récupéré l'essentiel de l'électorat qu'elle avait perdu aux élections administratives partielles de l'an dernier au profit du MSI.

(2) A Rome, il est même dépassé par le Manifesto.





Bourassa aux abois (photo AGIP)

### Le PSU soutient les Québécois

Au Québec, le gouvernement n'hésite pas à arrêter et à faire condamner à un an de prison les présidents de trois centrales syndicales parce que la crise sociale se développe. Comme à l'automne 1970, le capitalisme nord-américain colonisateur est aux abois et ne connaît que la répression violente face à la montée du mécontentement populaire et au développement du mouvement révolutionnaire au Québec.

A Montréal, Québec, Sept-Îles et Thefford-Mines, les débrayages se multiplient dans tous les secteurs : mines, construction, établissements secondaires, universités, hôpitaux. A Montréal, des militants syndicaux occupent les journaux, à Sept-Îles dockers et les mineurs de fer bloquent le port, à l'Université de Québec, étu-

dians et professeurs défendent leur campus contre les policiers.

Ils s'élèvent contre un taux de chômage de plus de 10 % de la population dans l'ensemble du Québec (30 % dans certaines régions). Ils s'élèvent contre la colonisation du pays par le capitalisme américain qui, avec la complicité des dirigeants, pompe les richesses naturelles (fer, charbon, pétrole...) sans créer d'activité économique. Au Québec, comme en Amérique Latine, comme dans une grande partie du monde, l'impérialisme américain pille les ressources pour fonder son développement économique et sa domination.

Ils s'élèvent contre un modèle de culture et de société que cherche à leur imposer le capitalisme nord-américain, par la force et la répression policière quand les techniques plus douces ne font plus d'effet et que la prise de conscience révolutionnaire se développe

dans l'ensemble de la population exploitée.

Le PSU solidaire des travailleurs en lutte et des mouvements révolutionnaires du monde entier affirme son entier soutien aux militants Québécois victimes de la répression et de la violence capitalistes, et exige la libération immédiate des leaders syndicalistes emprisonnés.

Communiqué BN du PSU  
7 mai.

### PANTHÉON

### French Connection

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

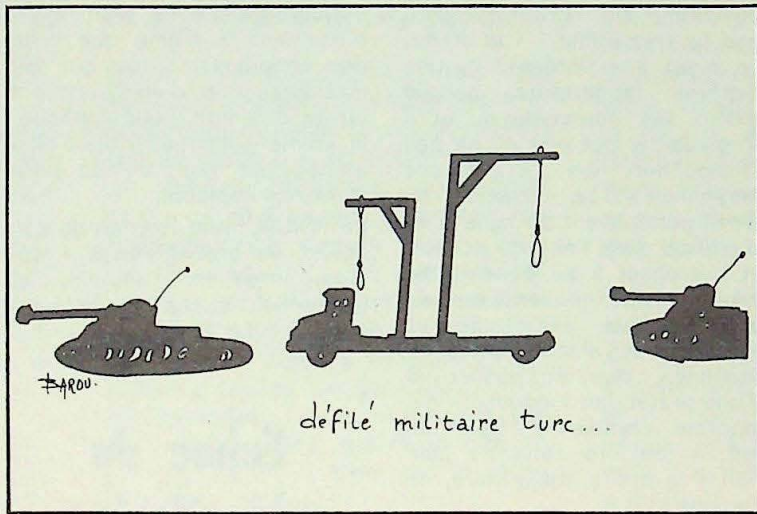
Permanent de 14 h à 24 h

### FASCISTES, LES PEUPLES DRESSERONT VOS POTENCES

Le 5 mai dernier, au matin dans le plus grand secret, trois militants révolutionnaires turcs Jusuf Ascan, Demiz Gezmis, Huseyin Inan ont été pendus après avoir été détenus et torturés pendant un an. Notre révolte ne peut nous arracher les larmes qui servent à fabriquer les héros de cinéma.

Mais pourtant on ne peut que répondre par la haine à ces crimes que font les fascistes au pouvoir en Turquie depuis un an. Pour qui a connu ces frères de combat, qui a discuté avec eux des impasses de la théorie du foco, le coup est dur. Il y a deux ans naissait en Turquie toute une série de mouvements révolutionnaires issus des premières grandes révoltes ouvrières, étudiantes et paysannes. En mars 1971 ce mouvement naissant était écrasé par une partie de l'armée à la solde de l'OTAN, et tous ceux qui, sous le régime pourri de Demirel avaient signé les premiers actes de guérilla urbaine ont été torturés, mutilés, déportés.

Les représentants des classes exploiteuses (industriels à la soie de l'impérialisme, seigneurs de terre) se déchirent depuis un an dans cette écurie qu'est la chambre des députés. Inan démissionne, les gouvernements de crapules se succèdent dans des combinaisons d'état-major. Ces apparentes contradictions dans les cliques fascistes dont les journaux bourgeois tirent maintes spéculations, ne doivent pas tromper. Les militaires tiennent un peuple en esclavage et essaient d'éviter la décomposition d'une économie ruinée par la spéculation. Le modernisme des militaires semble s'opposer aux appétits de profit des bourgeois féodaux. Cela ne doit pas plus tromper que les batailles d'Hitler contre les patrons. Le lob-



bi américain n'a qu'un objectif : mettre économiquement et militairement le pays sous sa coupe.

Les complicités dont avait bénéficié, il y a quelques mois, des militants révolutionnaires (dont Mayer Çayan) pour s'évader prouve que l'anti-capitalisme gagne du terrain et n'est pas réduit à la peau de chagrin d'une simple avant-garde (même éclairée par le marxisme-léninisme). La lutte contre le fascisme en Turquie ne pourra être qu'une lutte armée. Les erreurs commises par le mouvement révolutionnaire quand, il y a deux ans, il proclamait la nécessité des enquêtes dans les campagnes, ne se reproduisent plus. Ce sont des villages entiers qui depuis des mois, poussés par la famine et la rage de vivre, s'attaquent aux propriétaires terriens. Aider ces mouvements est une tâche malaisée en Turquie. Une vingtaine de militants qui popularisaient ces actions par tracts ont été arrêtés avant-hier. Mais à la dictature répondront les sursauts de la misère. Fascistes, impérialistes US, les peuples

turc et kurde dresseront vos potences. Denis Gezmiz, Yusuf Aslan, Huseyin Inan, vous n'êtes pas morts pour rien !

François Gyr ■

### La sécurité américaine

Le raciste américain George Wallace n'est pas un homme très estimable. Mais quand un homme politique de cette importance est victime d'un attentat ce n'est pas le problème de son honorabilité qui est en cause.

Ce qui est en cause c'est le système politique qui permet des crimes de cette nature.

Certes, il y aura toujours des attentats et aucune société n'est à l'abri de règlements de comptes. Mais à travers la liberté de vente des armes aux Etats-Unis, c'est beaucoup plus que cela qui est en jeu.

Car tout le monde sait là-bas que si ce commerce est libre, si tous les efforts d'un homme comme Robert Kennedy, Ministre de la Justice de son frère, ont échoué, c'est parce que le lobby des marchands d'armes est tout puissant à la Chambre des Représentants.

Personne n'ignore non plus que c'est sous la pression des grands monopoles du pétrole (Standard Oil), de l'industrie alimentaire (United Fruit) et de l'industrie minière que le gouvernement US a envoyé ses marines au Guatemala et à St-Domingue et colonise d'autres pays d'Amérique Latine.

Quand un système politique est à ce point lié à des intérêts particuliers, quoi d'étonnant à ce que la sécurité des personnes comme celle des peuples, ne soit plus assurée.

## ABONNEZ-VOUS

L'augmentation du prix de « Tribune Socialiste » nous est imposée par les charges croissantes du journal (imprimerie, papier, etc.). Mais dans le souci de faciliter la campagne d'abonnement, nous maintenons les tarifs anciens jusqu'au 31 mai 1972.

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

Ville

N°

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F  6 mois (26 numéros) 26 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T. S. » 74 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

- 10 F par militant pour « T.S. ».
- 1 abonné nouveau par militant.
- 1 point de vente militant par section.

Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65  
avec mention « souscription T.S. »

Pour six représentations exceptionnelles.

### LE PIED

Mise en scène : Bruno Bayen.

Les 24, 25, 26, 27, 29, 30 mai à 21 heures à l'Ecole Normale Supérieure, 45 rue d'Ulm (5<sup>e</sup>)



# COMEDIE POLICIERE

Cette dernière saison au Palais de Chaillot, qui aura produit des spectacles d'un intérêt certain (dont **Capitaine Schelle**, **Capitaine Eço**, dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent, et **Marchands de Ville** par le Théâtre de l'Aquarium) se termine salle Gémier par un finale éblouissant, cette **Comédie Policière**, dont le succès va prolonger les représentations d'au moins un mois.

Le procès en règle de la culture bourgeoise amènerait facilement à l'idée qu'il faut revaloriser les sous-cultures restées plus près des classes populaires, mais ces sous-cultures ne proposent le plus sou-

vent que des formes littéraires ou artistiques d'évasion. Ainsi le roman policier, le film et la comédie policière qui en découle qui, fondée sur l'accumulation du détail réel, semblent rendre compte de la vie telle qu'elle est, détournent au contraire de toute prise de conscience effective : par les mythes, les traditions qu'ils charrient, par la façon dont ils privilégient l'énigme en créant artificiellement le suspense, ils se constituent comme une marchandise à consommer « chaude », sans qu'on puisse se rendre compte de ses composantes.

Le travail d'Arias consiste jus-

tement à rendre ces composantes sensibles. Son ironie constamment efficace fait éclater le genre policier de l'intérieur en montrant le grotesque mélodramatique de personnages au lourd passé, multiplication des détails qui déroutent l'attention, accumulation des suspects et en mettant en œuvre en même temps un double commentaire : un commentaire intérieur à l'œuvre chargé de relancer constamment l'intérêt, et un commentaire extérieur, l'humour, assurant ici la distance.

Le groupe T.S.E. qui compte les très remarquables comédiens que son Facundo Bo, Marucha Bo, Zobeida Jana, venus d'Argentine en 1960... « et quelques »... se sont imposés dès leurs premières réalisations au Théâtre de l'Épée de bois par la précision et la fantaisie de leur jeu et la distance ironique qu'ils savent prendre à l'égard de leurs personnages.

Dominique Nores ■



photo Sabine Strosser

## VEILLONS AU SALUT DE L'EMPIRE

A en croire les ennemis virulents de ce spectacle, la **Cagnotte** serait de ces œuvres impérissables auxquelles on trouve indécent de toucher. En fait elle n'a encore tenté aucun metteur en scène de talent. Il faut croire que, par sa facture, elle n'est pas ce modèle de pièce bien faite et dont la critique sociale surgirait du bon vieux rire sans que personne n'ait besoin de grossir ses effets.

Si l'on en veut à Vincent et Jourdeuil, c'est moins parce qu'ils ont bousculé l'ordre d'une médiocre pièce, « accumulant un fatras de notations... qui ne constitue nullement un système apte à se substituer au système initialement choisi », que parce qu'ils ont voulu introduire le spectateur « dans l'intimité douteuse de personnages psychiquement mutilés ». Pas moyen de rire d'eux sans

rire de soi. Les petits bourgeois du Second Empire, tels que Vincent et Jourdeuil les voient ne sont pas ridicules en eux-mêmes. Ce sont leurs idées apprises et la façon dont ils sont intégrés à un système, qui les désignent dans le déroulement de l'action comme dérisoires et malfaisants.

Bons pères, bons citoyens, enfants de La Ferté-sous-Jouarre, ils ne songent d'abord qu'à consommer agréablement l'argent de leur cagnotte. Vient les péripéties à la Labiche (arrestation, abandon sans un sou sur le pavé parisien) qui ne sont plus ici risibles, mais les rendent à leur nature abrupte. Auparavant citoyens respectueux des lois, fidèles sujets de l'Empire garant de leur statut de propriétaire, ils sont soudain capables de faire enfermer pour vol des chômeurs, à leur place, de tirer

sur leurs créanciers, capables peut-être de s'entretuer.

Ce hallali féroce de la classe possédante dans un monde que l'image théâtrale montre se défaisant est, pour Jean-Pierre Vincent, un moyen de poursuivre son étude sur les comportements des bourgeois dans la société capitaliste. Lui et son dramaturge ont été très soutenus tant que leur travail, à travers Brecht, Goldoni... n'attaquait pas directement la société française et ses mythes. Au moment où le travail de leur équipe s'assure grâce à la rencontre avec les comédiens du Théâtre National de Strasbourg, doit-on penser que la quasi unanimité contre eux de la critique (qui ne peut pas s'en prendre à la qualité de jeu) est une invite à l'auto-censure ? A Grenoble le 30 et le 31.

D.N. ■

## CREATION EN FRANCE DE L'ANTIGONE DE BRECHT

Le Groupe « NON ! » qui joue actuellement dans la région parisienne l'« Antigone » de Bertolt Brecht — pour la première fois en France, notons-le (un an de travail élaboré d'après des documents laissés par l'auteur) — souhaitait apporter à nos lecteurs des précisions sur leur spectacle. L'intérêt de cette création en France mérite que l'on s'y arrête, afin de mieux connaître la troupe et son travail. C'est bien volontiers que nous leur cédonos nos colonnes (Françoise Claire).

Suite à l'article paru dans le n° 533 de « T.S. » du 19-4-72, intitulé « Théâtre à l'usine ou dans le quartier » le Groupe « NON » aimerait apporter les précisions suivantes :

— à propos du titre : plus précisément, il faudrait dire : « à l'usine et dans le quartier » car l'un n'empêche pas l'autre.  
— à propos du sujet de l'« Antigone » de B. Brecht : « L'Etat croit trouver une solution dans le fascisme et la guerre » : à condition que l'on n'entende fascisme que dans son sens très large, donc un peu faux, de répression et terreur renforcées, de pouvoir concentré dans les mains d'un homme, choisi par les puissants.

Il ne s'agit pas d'une pièce située historiquement dans le cadre d'un régime fasciste précis — et surtout à propos d'une possible confusion due au rapprochement des termes « action théâtrale militante » et des photos jointes à l'article, qui, signalons-le, ne sont pas des photos de notre groupe.

Nous sommes d'accord avec les termes « action théâtrale militante ». Mais le mot « militant » pour nous ne désigne pas une forme artistique précise, mais bien surtout un type de rapport précis établi entre les artistes et les spectateurs. Un théâtre de rue peut être ou non militant, ainsi que toute autre forme de théâtre. De plus la dimension politique pour

nous ne gomme pas, bien au contraire, les dimensions artistiques, en l'occurrence théâtrales. Nous pensons que la dimension politique sera d'autant plus concrètement compréhensible et efficace que la dimension artistique apportera plus de plaisir. Nous pensons que l'alternative art ou politique est fautive, et qu'au contraire les deux aspects s'interpénètrent intimement. Et, ce qui n'est pas le cas actuellement, si nous devons faire du théâtre dans la rue, d'agit-prop, les mêmes principes nous guideraient. La forme théâtrale adéquate dépend des circonstances et du contexte politique, et non d'un schéma pré-établi qui délivrerait une recette de théâtre militant, face à un autre qui ne pourrait être que conservateur. Le fait qu'une pièce se joue sur une scène, avec des décors, des costumes, des maquillages, etc. ou au contraire dans la rue avec des moyens rudimentaires, ne prouve rien quant à son contenu politique et artistique. L'important est le rapport éta-

bli entre les artistes et le public, très précisément le public populaire, celui qui ne va pas au théâtre avec un grand « T », et pour cause. Ce public, qu'il faut aller chercher chez lui, sur ses lieux de travail. En bref, « action théâtrale militante » signifie pour nous ceci : un théâtre qui, par le plaisir avec les spectateurs, à comprendre les causes et les mécanismes des rapports sociaux, à observer aussi le travail des artistes, lui permettra peut-être de voir autrement le monde dans lequel il vit et, surtout, de le transformer.

Enfin, il faut être modeste : le théâtre peut être révolutionnaire, mais on ne fait pas la révolution par le théâtre.

A partir du Mardi 23 Mai le Théâtre « NON ! » jouera à la Cartoucherie de Vincennes/Théâtre du Soleil, tous les dimanches, lundis et mardis, à 21 heures.

● 10 F par militant pour « T.S. ».  
● 1 abonné nouveau par militant.  
● 1 point de vente militant par section.  
Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65  
avec mention « souscription T.S. »

Françoise Claire ■



# PENARROYA DANS LES LYCÉES LYONNAIS

Au cours du débat que nous avons engagé sur l'école (TS n° 534) une des principales questions posées concernait la possibilité d'une liaison entre travailleurs, enseignants et lycéens.

Or le premier aspect de cette liaison c'est d'abord une information réciproque. C'est pourquoi la projection qui a été faite dans les lycées lyonnais du film réalisé par les travailleurs de Penarroya à l'occasion de la lutte récente qu'ils ont menée, constitue une tentative importante. Nous en reproduisons ici l'histoire telle qu'elle est racontée dans leur journal : « Changer l'école », réalisé par un groupe d'enseignants, de lycéens et d'adultes non enseignants de l'agglomération lyonnaise :

Autour des travailleurs de Penarroya en grève depuis le 9 février, une action efficace s'est organisée. La grève a duré un mois. On a utilisé pour populariser cette action le film « Penarroya » qui porte sur les conditions de vie et de travail des travailleurs. Le succès qu'a remporté le film dans les lycées de Lyon est un événement qui demande à être expliqué.

## Comment, dans chaque lycée, a été préparée la projection du film

Il est bon de faire le rapprochement entre la préparation et la suite de la projection.

**Au Lycée Edouard-Herriot.** L'autorisation de projeter le film sur Penarroya a été demandée au conseil d'administration par les professeurs du SGEN.

Bien qu'une certaine réticence se soit manifestée, chez les parents d'élèves en particulier, cette autorisation a été accordée, sous réserve cependant que l'information touchant à la projection du film soit entièrement placée sous le contrôle du conseil. Cette restriction revenait manifestement à retirer l'autorisation précédemment obtenue. Les élèves ne s'y trompèrent pas : il faut dire que la manière dont avaient été posées les quelques affiches faites par l'administration (par exemple elles étaient complètement dans l'ombre, alors que, à trente centimètres près, elles auraient pu être à la lumière) contribua à leur ouvrir les yeux.

Ne pouvant comprendre la contradiction dans laquelle s'était placé le conseil — acceptant la projection du film mais refusant l'information sur cette projection — un groupe d'élèves composé de représentantes de chaque niveau (secondes, premières terminales) décida d'entreprendre une information plus large : des affiches furent posées, des tracts (concernant

strictement le film, bien entendu) et des photos diffusés à l'intérieur du lycée.

On avait enfreint les décisions contradictoires du conseil ; la réaction ne se fit pas attendre : l'administration ayant reçu des plaintes outrées de parents d'élèves (« atteinte à la liberté de pensée ») convoqua les professeurs du SGEN. Puisqu'ils avaient été à l'origine de la demande de projection du film, il était logique qu'on leur impute également d'avoir favorisé l'information sur cette projection. Et c'était par là les mettre en contradiction avec eux-mêmes, puisqu'au conseil, ils avaient accepté les restrictions que l'on sait. Les professeurs du SGEN se désolidarisèrent donc des élèves.

## Au lycée du Parc

**La voie administrative est une impasse.** - Le groupe PSU du Parc propose le film. La demande est déposée au proviseur par deux responsables du Foyer. Pourquoi le Foyer ? Le film doit passer à l'intérieur du lycée. C'est une condition du succès de la projection. Le proviseur ne pourrait que difficilement s'opposer à un débat : il a toujours accepté les autres. Le vendredi matin, le proviseur refuse la projection ; motif : l'affaire est encore trop chaude, la grève Penarroya ne peut avoir que « la portée d'un incident passager ». Il propose un débat sur le syndicalisme dans l'entreprise.

Les responsables du Foyer ayant fait une demande se retirèrent prêts à accepter les conditions du proviseur qui reporteraient le débat à un mois.

**Porter le refus du proviseur devant tous les élèves et profs.** — Il faut bien passer le film et dénoncer la toute puissance du proviseur, le caractère politique de son refus, l'absence totale d'autonomie du Foyer. Il faut créer un rapport de forces favorables entre l'administration et ceux qui veulent que le film passe. Un tract est tiré avec une présentation de Penarroya.

« Il est important que nous n'ayons pas seulement une vision de la vie active par des conférences sur les carrières qui s'offrent à nous » ; on demande que le film Penarroya soit projeté avant la fin de la grève afin qu'il ne soit pas transformé en page de petite histoire ».

Le tract convoque à une A.G. pour le lundi soir.

Les syndicats SGEN et SNES sont contactés.

**Le proviseur accepte la projection dans un délai de trois jours** mais pose des conditions. Aux responsables syndicaux qui vont le voir, le proviseur dit : « d'accord pour un débat général et étoffé » sur le syndicalisme dans l'entreprise. Les syndicats profs sont chargés de

contacter les grandes centrales. L'A.G. du lundi soir (60 présents) accepte les conditions du proviseur parce que, avant tout, il faut que le film soit vu mais ajoute un sous-titre : « Les travailleurs de Penarroya expliquent leur grève ».

Le film prévu pour le mercredi est finalement projeté le vendredi, l'annonce est faite par panneau de photos de la grève et par des nombreuses discussions ; vendredi, 200 personnes dans la salle de cinéma. Le succès réside avant tout dans la préparation : une semaine d'explication par tract, A.G. et photos. Nous avons compris qu'il ne suffit pas de dénoncer le « faux » libéralisme du proviseur, il faut le montrer dans les faits et faire voir aussi dans les faits ce qu'est la liberté d'expression réelle et politique.

Nous aurions sans doute dû faire une information avant de déposer la demande et développer une collaboration avec les syndicats profs dès le départ.

## A Saint-Exupéry

Des élèves demandent de faire passer le film Penarroya dans le cadre du club débat.

Les élèves responsables du club présentent un projet au proviseur en tant que film sur les conditions de travail des travailleurs immigrés sans préciser qu'il s'agit du film Penarroya et que des travailleurs viennent le présenter.

Deux jours avant, des affiches annoncent le film.

Le jour de la projection un professeur va informer le proviseur des conditions exactes de la projection du film (présence d'un immigré). Le projet est accepté.

## La Martinière

Deux élèves du groupe des Augustins proposent la projection du film Penarroya à un professeur appartenant au SGEN. Le professeur transmet la proposition à un surveillant général délégué SGEN, du groupe Monplaisir. Celui-ci soumet la demande au directeur qui ne s'oppose pas au passage du film à l'intérieur du lycée.

La publicité dans le lycée est faite par :

— la distribution de tracts venant de Penarroya,

— des affiches annonçant la projection,

— une exposition de photos de l'usine.

## La discussion après la projection

**Herriot.** — La projection eut lieu le 21 mars à 21 h. Environ 100 élèves y assistèrent : rare succès au lycée E.-Herriot. Après la projection deux

travailleurs étrangers de l'usine de Penarroya ont répondu aux nombreuses questions portant :

— sur les conditions de vie et de travail dans l'entreprise,

— sur les moyens qu'ils se sont donnés pour organiser leur grève et les résultats obtenus,

— sur les conditions générales des travailleurs immigrés en France : embauche, logements, salaires.

A la fin du débat, une collecte de soutien aux travailleurs de Penarroya fut organisée : on réunit environ 200 F, bien que la grève ait été terminée depuis une semaine déjà. Action humanitaire pour beaucoup, ce fut aussi pour un certain nombre la conscience de soutenir les travailleurs immigrés contre l'effroyable exploitation qu'ils subissent. Des tracts faisant le bilan de la grève de Penarroya furent distribués aux élèves.

**Le Parc.** — 200 personnes parmi lesquelles profs et agents de service. La collecte à la fin du débat (400 F) et la vente des dossiers C.F.D.T. se fait sans problème alors que lors du débat sur l'objection, le censeur s'était opposé à toute propagande pour la vente.

**Le débat :** Ce n'est pas une discussion au sens de la joute oratoire, ce sont des questions posées aux travailleurs de Penarroya qui ont apporté leurs films : c'est un complément d'information.

**St-Exupéry.** — La salle de projection est presque pleine : 80 personnes, un membre de l'administration, un professeur. Il n'y a pas de traducteur d'où les rapports assez difficiles avec le travailleur de Penarroya.

Le débat reste sur le thème des conditions des travailleurs immigrés (travaux pénibles, logements).

**La Martinière. — Groupe Augustins :** 300 élèves environ ont assisté à la projection du film mais l'intérêt résidait dans le débat qui aurait dû avoir lieu après. Des élèves se sont regroupés par petit nombre pour obtenir une meilleure information.

— **Groupe Monplaisir :** 700 élèves ont vu le film. Il y avait deux travailleurs. Un débat a suivi.

■ **Ce qui a été retenu au cours des discussions et du débat :**

— des conditions de vie inadmissibles : les ouvriers logés à l'intérieur de l'usine sont véritablement parqués dans des baraquements insalubres et dans la majorité des cas, séparés de leur famille.

— des conditions de travail insupportables : le manque total de sécurité et d'hygiène pour les ouvriers qui travaillent à la récupération du plomb, tâche qui les expose à de nombreuses maladies et des accidents.

— l'absence d'une médecine au service des travailleurs. Il est inadmissible que les ouvriers soient



obligés de se mettre en grève pour obtenir des mesures de protection de sécurité élémentaire.

Il n'y a pas grand chose à attendre des inspecteurs ou des commissions d'Hygiène et de Sécurité puisque la législation sur les maladies du plomb qui date de 1913, limite les indemnités professionnelles aux malades très gravement atteints et ne reconnaît même pas certaines infirmités professionnelles.

De tout cela nous nous souviendrons lorsque nous entrerons dans l'industrie. Si nous y entrons un jour !

## Après la projection, que faire ?

**E.-Herriot.** — Le tract suivant a été rédigé : « Une double prise de conscience »

« A l'occasion de la projection du film sur Penarroya un groupe d'élèves prennent conscience :  
1° de la carence de l'information à sens unique reçue au lycée : nous sommes dans l'ignorance de tout ce qui touche au monde du travail, par conséquent à la réalité sociale et économique actuelle du pays (autre que celle de la BNP).

2° De l'immobilisme dans lequel on a jeté, sous couleur de participation, les institutions des établissements du secondaire : la dernière attitude du Conseil d'administration au sujet de la projection du film sur Penarroya surtout pas trop d'affiches, on pourrait voir le film » en est un signe flagrant

« Décide :

1° D'assurer de façon régulière l'information des élèves sur cette réalité sociale et politique qu'on leur cache.

2° D'élargir les possibilités de l'établissement au point de vue culturel et disciplinaire :

— liberté pour tous les élèves d'inviter des personnes extérieures au lycée dans le cadre du foyer

— liberté d'expression pour les élèves (droit d'affichage, etc.)

« — suppression des décisions administratives au sujet des cartes nets, des blouses, de la demi-pension, etc. »

**Le Parc.** — Quelques camarades se revoient le lendemain pour poursuivre le soutien durant toute la durée de la grève. Il est demandé :

1° — une information sur les travailleurs immigrés et leur place dans l'économie capitaliste,

2° — un soutien continu aux travailleurs de Penarroya par une information sur le déroulement de leur lutte.

Les modalités de la campagne sont discutées (et avant tout une exposition permanente à partir de documents tracts des travailleurs, photos de l'usine, de la grève, coupures de journaux) et réflexions sur les immigrés en France. Le relatif succès de cette exposition nous amène à penser qu'il aurait fallu avant la projection prévoir la suite. La réalisation de l'expo. a permis des discussions intéressantes à l'intérieur du groupe sur l'impérialisme et les problèmes de main-d'œuvre. L'intérêt de ce genre de groupe semble être de pouvoir rassembler de temps en temps, sur des thèmes prévus des gars qui n'ont ni le temps ni le désir de s'engager de manière permanente.

Mais ce groupe n'était pas en mesure de proposer le film au départ...

**St-Exupéry.** — Il n'est pas possible de réunir un groupe.

**La Martinière.** — Projet d'article pour le journal du lycée :

— sur Penarroya,  
— sur les problèmes de l'information.

**L'Action Penarroya n'est pas terminée :** Il faut surveiller la réalisation des améliorations promises par le patron. « Nous continuerons à demander l'amélioration des salaires et des conditions de travail en nous appuyant sur ce premier succès », écrivent le 11 mars les ouvriers de Penarroya.

« Le soutien se poursuit donc.

## Classique et technique

La manière dont se sont déroulés les débats donne des indications sur les motivations de ceux qui y ont participé.

**DANS LE CLASSIQUE :** Penarroya dans un sens est la justification d'une éducation égalitariste, humaniste et non raciste. L'administration avait donc intérêt à le présenter comme une affaire d'immigrés. On se pose la question : le film aurait-il eu un tel succès si ce

n'avait pas été des travailleurs d'Afrique du Nord ? On a souvent dit lors du débat : « Ça ne devrait pas exister, c'est un scandale ». A la limite pour certains, la situation des immigrés, ce n'est pas celle des travailleurs. Le débat a permis pourtant de dépasser cette idée paternaliste pour quelques-uns.

**DANS LA TECHNIQUE :** La situation est beaucoup plus claire. Dans deux ans pour la plupart c'est le travail, la vie active. Les problèmes de sécurité et de salaires des travailleurs de Penarroya apparaissent comme un avant-goût. C'est un petit déclic qui fait penser :

« Dans deux ans je suis là-dedans ». Et le reste d'éducation humaniste qui fait pencher beaucoup de lycéens vers un altruisme moral disparaît devant le fait de l'existence du travailleur et de ses luttes.

Les règles de l'information dans la technique (ne pas signaler aux filles de la chimie qu'elles n'ont aucun débouché), c'est vouloir nier l'existence de ce pourquoi on nous forme : le travail en usine.

Cette contradiction, les élèves l'ont comprise et c'est pourquoi Penarroya les a mobilisés.

LYCEES	FOYER DES ELEVES OU ELEVES	ORGANISES PAR L'ADMINISTRATION SOUS FORME DE CONFERENCE OU
SAINT-EXUPERY	— Penarroya — La condition de la femme — La guerre chimique F.S.I.  — Charles XII	Les banques Les carrières qui s'offrent aux élèves
LUMIERE	— La Résistance — La condition de la femme — Le programme du P.C.F.	Les banques
HERRIOT	— Charles XII — Penarroya	Les carrières Les banques L'économie en France depuis 1948
LE PARC	— La contestation — La délinquance juvénile — Le Bengale — La Chine — Charles XII — Penarroya — L'objection de conscience	Les carrières Les banques
VIDALENC	— Cuba — La délinquance juvénile	L'armée L'opéra

# VIENT DE PARAITRE



« TS » publiera désormais une liste des livres et revues qui viennent de paraître et qui peuvent intéresser les militants. Cette liste est divisée en rubriques, avec tout l'arbitraire qu'une telle division comporte. Les lecteurs ont la possibilité de passer des commandes de livres à la librairie de « TS ». Ils bénéficient à cette occasion de 10 % de réduction sur chaque achat ou du franco de port postal.

- F. Chatelet : **Histoire de la philosophie**, tome 1. La philosophie païenne, 26 F - La philosophie médiévale. T. 2. Hachette.
- J.P. Dolle : **Le désir de révolution**. Grasset. 22 F.
- F. Flahaut : **L'extrême existence**. Maspéro. 14,80 F.
- A. Abdel-Malek : **La dialectique sociale**. Seuil. 48 F.
- R. Skidelski : **Le mouvement des écoles nouvelles anglaises**. Maspéro. 18,10 F.

- Che Guevara : **Œuvres**. V et VI. Maspéro. 5,90 F.
- E. Hoxha : **Face au révisionnisme**. Maspéro. 18,10 F.
- L. Mark : **Les soldats américains accusent**. Maspéro. 18,10 F.
- S.A. Boorman : **Giò et Mao**. Seuil. 25 F.

TS s'efforce, chaque fois qu'il en a la matière, de porter à l'attention de ses lecteurs des livres sortis en format de poche. Car l'obstacle du prix est souvent décisif et empêche souvent d'accéder à des ouvrages intéressants.

C'est dans ce même esprit que TS fait aujourd'hui le point sur la collection Idées. Celle-ci vient en effet de faire peau neuve. Sa couverture, systématiquement abstraite et qui en était devenue rebutante, a été revue, de même que son format. Ne croyons pas que ceci n'est qu'un détail de forme. Toutes les statistiques sur les collections de poche prouvent qu'avec le bas prix, la maquette artistique du volume est un facteur matériel important de l'achat. Il y a, à ce niveau, un phénomène « livre de poche » très spécifique. Le meilleur exemple en est « Le mythe de Sisyphe » d'Albert Camus qui vient d'être réédité, ce qui porte son tirage dans la collection Idées à 440.000 exemplaires. Le record. Or, précisément, l'édition originale

de ce livre peu épais n'a atteint pas un prix très supérieur à celui de son format de poche (4 F). C'est bien la preuve qu'il y a deux publics relativement distincts, chacun étant sensible à un style de présentation différent.

Sur le plan du contenu, les livres parus récemment ou à paraître bientôt dans cette collection, et qui peuvent intéresser les lecteurs de TS sont nombreux. Citons d'abord le livre de notre camarade Pierre Naville « Théorie de l'orientation professionnelle » qu'il a écrit il y a plusieurs années, mais qu'il a entièrement revu pour cette nouvelle édition. Le « Ainsi parlait Zarathoustra » de Nietzsche va enfin paraître à un prix abordable, de même que « Le droit naturel » de Hegel qui lui, de plus, était introuvable. Signalons également le livre de Paul Bairoch « Le tiers monde dans l'impasse » et celui d'Hannah Arendt « La crise de la culture ». Tous ces livres coûtent 4 ou 6 francs et sont disponibles à la librairie de T.S.



## QUESTIONS A LA CGT

Le mouvement ouvrier a des traditions de débat que nous entendons poursuivre. Qu'il soit donc clair que dans toutes les questions que nous posons à la CGT et au Parti communiste, notre propos n'est jamais l'anticommunisme.

Nous accuser d'anticommunisme est une vieille attaque éculée et ne correspondant en rien avec la réalité. Car ce que nous reprochons au PCF c'est justement de n'avoir plus souvent de communiste que le mot dans son sigle bien qu'il soit encore le parti le plus important de la classe ouvrière. Pour gagner les élections de 1973 le PCF joue un jeu tactique extrêmement délicat. Il lui faut rassurer, faire monter la pression re-

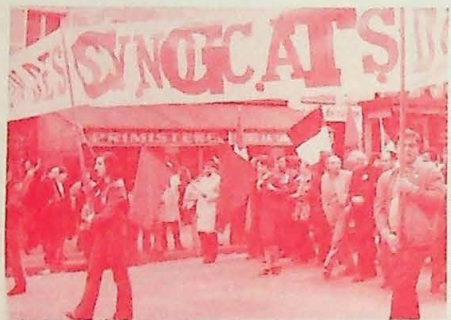


photo Berson

vendicative, tout en empêchant les explosions sociales en les canalisant vers les bureaux de vote pour faire avancer la démocratie de monsieur. Ce jeu tout en finesse le PCF ne peut le mener seul. Il lui faut à l'intérieur des entreprises les relais à la fois capables de faire monter le mécontentement contre « la politique antisociale du pouvoir en place » et d'empêcher qu'il ne se traduise en termes de lutte. C'est le rôle dévolu à la CGT.

### L'application à une stratégie réformiste

La stratégie actuelle de cette centrale est l'application parfaite, le complément nécessaire et indispensable sur le plan syndical de la stratégie réformiste. Comme nous l'avons déjà écrit dans « TS » la Fédération des industries chimiques a déplacé l'un de ses permanents pour aller expliquer au Joint qu'une grève illimitée c'était



photo Berson

l'aventure et que des mouvements tournants seraient plus efficaces.

Nous attendons que cette Fédération, directement impliquée dans cette grève, lance une campagne nationale de soutien aux travailleurs du Joint. Elle diffuse régulièrement des notes à ses militants, jamais elle n'a fourni une analyse pour ce qui se passa en Bretagne. Il n'y a eu que quelques lignes d'information tronquée. Cela résume assez bien l'état d'esprit qui règne à la direction de cette centrale : il y a des conséquences directes. Dans la plupart des grandes grèves récentes la CGT n'apparaît plus comme le moteur du combat, elle en disparaît même dans certains cas, pire encore elle est le frein essentiel pour d'autres.

Ainsi, au moment où se développe toute une série d'actions, les travailleurs désirant lutter jusqu'à satisfaction totale des revendications, nous voyons apparaître comme proposition d'avant-garde pour faire aboutir les revendications la journée d'action interprofessionnelle. Nous savons ce que veulent dire des journées de ce type : débrayage et manifestations, « Pompidou, des sous ». Il y a des périodes où le rapport de forces est tel que l'on ne peut pas faire autre chose. Mais dans la situation présente c'est quand même aller un peu fort ou faire une erreur d'analyse énorme. La CGT présente cette journée comme une extension des luttes et donc comme une avancée globale pour faire aboutir



photo Berson

les revendications, alors que bien sûr l'avancée réelle c'était pour la grève de St-Brieuc par exemple de l'étendre à l'ensemble de la CGE pour un affrontement global contre le même trust. Elle n'a même pas essayé. Il s'agit en réalité d'un enterrement de 1<sup>re</sup> classe de toutes les actions qui se mènent.

C'est la récupération et la canalisation de la volonté d'agir de nombreux travailleurs en les détournant de leur cible. Le Bureau de la CGT devrait d'ailleurs se méfier. Il est de tradition dans le mouvement ouvrier de transformer les enterrements en victoires significatives.



photo Berson

Que l'on ne déduise pas de ce qui précède que nous sommes anticégétistes et que nous cherchons à détourner les travailleurs de cette centrale. Nous savons qu'elle possède des militants combattifs, nous savons que beaucoup d'entre eux subissent la répression patronale. Nous savons aussi qu'elle est la centrale syndicale la plus importante en France et que son histoire est indivisible de l'histoire du mouvement ouvrier français.

Mais nous pensons que ses instances dirigeantes ont choisi la voie du réformisme, ce qui est contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Nous sommes un parti politique qui essaie d'avancer dans la voie révolutionnaire ; à ce titre c'est un débat que nous engageons sur la stratégie au travers de la critique. Nous avons quatre questions précises à poser.

La première porte sur l'organisation des luttes. Le soutien apporté par la population est une des caractéristiques des grèves actuelles. Des comités de soutien se forment qui appuient financièrement les travailleurs et popularisent leurs actions. Comment se fait-il que le Bureau CGT décide

que la centrale doit systématiquement désertier ces unités. Est-ce sur leur nature, sur leur rôle, sur leur composition ou sur la nécessité d'un soutien populaire que porte le désaccord entraînant sa non-participation ?

La deuxième question sera sur les débouchés politiques qu'en l'état actuel des choses elle entend donner aux luttes. Nous ne reviendrons pas sur ce qui est dit plus haut et nous demandons si l'appareil de la CGT continuera à n'être que l'appendice syndical des réformistes ou bien si un débat est ouvert en son sein sur la stratégie du mouvement ouvrier.

### Chasse aux gauchistes

La troisième portera plus directement sur les possibilités de militer dans la CGT. Tout le monde connaît le mot d'ordre : « La CGT partout et pour tous ». Nous ne pouvons qu'être en accord avec lui car il est synonyme du renforcement de l'organisation des travailleurs. Mais alors pourquoi cette chasse aux gauchistes ? La CGT serait-elle partout et pour tous sauf pour les militants révolutionnaires ?

La quatrième est très liée avec la précédente. A Thann dans le Haut-Rhin, un délégué syndical CGT est licencié. Son syndicat lui conseille de rester à son poste et le soutient. Ce délégué diffuse un journal qualifié de gauchiste comportant un article critique pour la CGT. Il est convoqué par sa direction syndicale, menacé d'exclusion et sa section refuse pratiquement de le défendre maintenant. C'est d'autant plus stupide que l'article en question était un fac-similé d'un tract... CFDT n'engageant même pas le journal. Est-ce cela la liberté statutaire sur les problèmes politiques, religieux ou philosophiques ? N'y a-t-il plus le droit d'appartenir à une organisation politique n'étant pas en accord total avec la direction de la CGT ? Nous n'avons pas la prétention de nous ériger en juge distribuant les bons et les mauvais points. Nous donnons ici notre analyse. Nous posons des questions. Nous ouvrons un débat qui, nous l'espérons, fera avancer le mouvement ouvrier.

Alain Rannou.